n°347 06/09/2012 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

FAUT PAS PAYER !

NI POUR LES BANQUES, NI POUR LA STABILITÉ EUROPÉENNE, NI POUR UNE REGLE D'OR

NI À ATHÈNES, NI À MADRID, NI À ROME, NI À PARIS

NI POUR LA SPÉCULATION , NI POUR LES BANQUES, NI POUR SAUVER L'EURO

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPE

LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRET REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À *ROUGE &VERT* SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert
Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»
Je rejoins les Alternatifs en 2012
Ci-joint chéque de 50 euros à à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce num

L. BERNARDI, JJ.BOISLAROUSSIE, F.CIARAVOLA, M.COLLOGHAN, V.DAAE, B.DELLA SUDDA, M.DIDAC PIÑERO I COSTA, VC.FISERA, J. FONTAINE, J. M. GRANGER, JF.LE DIZÈS, AC. MARTINS, R.NEUVILLE, JF.PELLISSIER, B.PINÈDE, R.QUERBOUËT, SABAH, JC.SUTRA, C.VANCOUR ET R.WINTERHALTER

Edité par la SARL SECA (Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

ALTERNATIVES

AUTOGESTION TOUJOURS...!

Avec le CREA, fini l'aliénation des Sans-toit à Toulouse
Un reportage de notre correspondante en Haute-Garonne

Le mardi 28 août 2012, la police s'introduit dans le squat du 70 allée des demoiselles à Toulouse, expulsant ainsi les 4 militants du CREA, Collectif pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion à Toulouse, mettant à la rue des familles roumaines, bulgares, afghanes, Sri lankaises et congolaises, soit 40 personnes dont une quinzaine d'enfants, sans qu'aucune solution pérenne ne soit proposée.

Le CREA, c'est toute une philosophie du Faire en-dehors du cadre institutionnel. Il travaille au sein du CSA, Centre Social Autogéré. Il est en relation avec des professionnels, contrairement à ce que la presse, au service des intérêts financiers institutionnels, postule.

Une travailleuse sociale explique : Le service de veille sociale du 115 ne peut honorer toutes les demandes d'hébergement. La loi, qui exige un logement d'urgence pour les demandeurs, n'est pas appliquée : l'état « n'en a pas les moyens ». Ainsi, le G.P.S., Groupement Pour la défense du travail Social, membre du collectif « Urgence un Toit » (DAL, Don Quichotte, Robins des Bois, ACT UP, handi-31,…), a-t-il rejoint le CREA dans sa campagne de l'automne 2011, « Zéro enfant à la rue », devenue « zéro personne à la rue » suite aux grands froids de février 2012. Ceci a permis l'officialisation d'un lieu de vie atypique pour grands précaires sur Toulouse. Aujourd'hui, la « Maison Goudouli » est une association, composée de travailleurs sociaux et militants qui reçoit des subventions, dons et aides mais dont le fonctionnement interne favorise l'autogestion malgré le manque d'autonomie des personnes hébergées.

Dans le cadre de « Zéro personnes à la rue », le CREA est aujourd'hui présent dans plusieurs bâtiments réquisitionnés par Intersquat sur Toulouse, précise Thomas, référent Médias de la campagne. La particularité, c'est que ces lieux autogérés mettent en lien squats et travailleurs sociaux. Ils représentent 40% des hébergements proposés par le 115, alors qu'ils ne pèsent en rien dans le budget de la commune ni de l'état : seul Goudouli, avec ses 18 personnes, est dépendant économiquement.

Le soir même de l'expulsion se tient une assemblée générale à « la Chapelle », lieu toulousain occupé depuis

Les Alternatifs soutiennent le CREA, Collectif pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion suite à l'expulsion du squat du 70 allée des Demoiselles à Toulouse de 40 personnes dont une quinzaine d'enfants le mardi 28 août, ce malgré l'absence de solution pérenne proposée aux familles. Ils dénoncent la violence policière et l'utilisation de tasers qui ont accompagné cette action, tout comme le surnombre de représentants de l'ordre présents dès 6H du matin (gendarmes, police nationale, CRS montagne, STUP...).
Ils font aussi le constat de la publication d'articles qui ne se font l'écho que du point de vue de la Préfecture, diffusés par une certaine presse plus attachée à défendre les intérêts financiers institutionnels dont elle est elle-même totalement dépendante, qu'au travail d'information du public. Les Alternatifs demandent aux journaux concernés de publier le rectificatif proposé par le CREA, qui tient compte de la réalité des faits. ■

Les Alternatifs 31

le 4 Juillet 1993, géré par « l'Atelier Idéal ».
200 personnes, dont certains expulsés ainsi que les militants de retour de garde à vue, sont rassemblées pour débattre selon un ordre du jour en 10 points.
Fouad, s'adressant, en bonne entente, aux deux travailleuses sociales du G.P.S. qui participent à l'AG s'exprime : « L'accompagnement professionnel aussi peut parfois laisser place aux aides autogérées, pour remplir des formulaires par exemple. Le mouvement populaire est démocratique. Nous sommes un espace libéré et revendiquons notre indépendance des institutions ! »
Unanimement on dénonce le communiqué de presse de l'AFP qui reprend les propos de la Préfecture : « le com de presse se moque du monde. Le droit au relogement est bafoué : la préfecture n'a pu fournir aucun élément probant aux travailleurs sociaux ou aux médias sur un « projet d'hébergement hivernal ouvert dès 2012 ». Aucun professionnel n'en a entendu parler ni aucuns travaux ne semblent prévus. Ce sont de fausses promesses pour légitimer l'expulsion. »
Le DAL, Droit au Logement, est là. Lui aussi souhaite intervenir.

Interviewé, le représentant du DAL explique : « Suite à la « Réquisition du Grand Rond », nous avons négocié que des appartements soient occupés en attendant qu'ils soient vendus. Ils sont à présent gérés par des associations diverses désignées par la mairie. Le collectif « Urgence un Toit » regroupe des associations dont certaines ne sont pas favorables à l'autogestion mais le DAL, lui, soutient depuis le début la démarche ainsi que toutes les actions du CREA dans sa campagne. Le DAL, financé par des dons, cotisations et ventes (badges…), fonctionne sans chef, de façon collégiale. »

Dans la cour, François, du PCF, actif au CREA, déplore pour sa part qu'il y ait si peu de militants politiques qui s'investit dans la campagne.
Plusieurs riverains sont là en soutien. Gérard a même animé l'atelier Arts Plastiques pour les enfants et Chantal, l'atelier français pour les adultes. La bibliothèque du Pont des Demoiselles a aussi participé, avec des lectures de contes, tous les mardis. Les activités des squats, décidées en AG, sont dans la mesure du possible animées par les usagers des bâtiments, comme cela a été le cas pour la boxe et boxe féminine dont les cours avaient lieu dans le parking. Escalade, psychologie (2 associations investies), observations astronomiques, marionnettes, voilà un aperçu de la diversité des activités pratiquées.

A présent, même si le bar et les garages sont encore accessibles, la police a muré le bâtiment de l'allée des Demoiselles et cassé tout ce qui était à l'intérieur. A l'AG, on cherche des solutions pour continuer les actions qui étaient prévues dans le squat, le concert rock de samedi et tout le reste.
Les familles ont des solutions d'hébergement toutes provisoires. L'objectif de préserver un regroupement maximal des 40 personnes est une des priorités du CREA. ■

ENLISEMENT ? MOBILSATION !

François Hollande et la majorité P.S. n'ont certes pas été élus pour engager une transformation radicale de la société. Mais un grand nombre de celles et ceux qui avaient choisi de chasser Sarkozy et sa clique avaient aussi, pour le moins, quelques espoirs de changements.
Or, l'enlisement du pouvoir, quatre mois après la séquence électorale, est patent. Certes quelques signes positifs pour l'Ecole sont donnés, et des mesures fiscales moins iniques que celles de la droite sont prises.
Mais, sur des terrains essentiels, la politique Hollande-Ayrault ne se distingue que symboliquement, ou pas du tout, de celle de la Droite.
C'est le cas avec le projet de ratification du Traité européen d'austérité, recul majeur. La mobilisation la plus large est à l'ordre du jour pour combattre ce déni de démocratie, expliquer encore les enjeux sociaux de cette capitulation politique : nous serons en masse dans la rue dans quelques semaines pour nous y opposer.
C'est le cas pour ce qui concerne les Rroms, mis à la rue et expulsés sans que soit mise en oeuvre une politique simplement humaine.
Enfin, l'illusion de faire revivre des concertations et compromis entre le capital et le travail se heurte à la réalité d'un capitalisme financier prédateur : la multiplication des plans de licenciements et de liquidation d'entreprises en témoigne, PSA, Doux, Sanofi, Fralib...
La riposte est d'abord la défense de l'emploi et des droits sociaux, mais, pour les autogestionnaires, elle doit prendre en compte les enjeux des reconversions nécessaires pour maintenir les activités productives dans une nouvelle logique écologique, durable, socialement utile.
Les front défensifs les plus larges sont indispensables, ils seront évidemment composites, c'est pourquoi nous devons porter, avec d'autres, un projet alternatif rouge et vert.
Rien de décisif ne sera gagné sans mobilisation sociale, démocratie active, sans ouvrir maintenant des brèches dans un système de domination capitaliste, productiviste, autoritaire, pour, simplement, prouver que «c'est possible».
Rien de décisif ne sera gagné sans l'appropriation sociale, outil pour l'émancipation des salariéEs, l'intervention des usagerEs et consommateurs/trices, la réorientation de l'économie. L'aspiration autogestionnaire n'est ni un dogme ni une utopie pour après demain, elle traverse aujourd'hui des secteurs mobilisés du salariat.
Construire les rapports de forces par les cadres unitaires les plus larges face à l'enlisement, porter l'aspiration autogestionnaire et écologiste, telles doivent être les priorités de la gauche alternative. ■

JEAN-JACQUES BOISLAROUSSIE

UDT UNIVERSITE D'ETE 2012 DES

« Mondes anciens, mondes nouveaux » : l'Université d'été des Alternatifs 2012 a tenu ses promesses.

Organisée sur le thème « Mondes anciens, mondes nouveaux », l'édition 2012 de l'Université d'Eté des Alternatifs a été, sur le plan des contenus et de la participation, un très bon cru-de l'avis de l'ensemble des participant-e-s.

Dans une ambiance chaleureuse, à la fois sérieuse et détendue, 200 personnes venues de nombreuses régions ont participé aux travaux de cette Université d'été tenue du 23 au 26 août dans le cadre magnifique du Vercors.

Le thème retenu cette année permettait de prendre la mesure de la nouvelle situation très contradictoire du monde d'aujourd'hui, lourde de menaces dans un contexte de crise globale et multiforme du capitalisme mais aussi prometteuse d'un autre monde possible et nécessaire.

Les bouleversements géo-stratégiques à l'échelle mondiale, les promesses des mobilisations citoyennes, des révolutions arabes -malgré les poussées contre-révolutionnaires actuelles- ou des Indignés et leurs exigences de démocratie réelle ont été au coeur des débats de cette Université d'été au cours de laquelle la référence à l'autogestion a servi de fil conducteur.

Cette Université d'été a aussi été l'occasion de traiter de la crise de l'Union européenne et de l'euro, de la situation grecque et de la situation française après trois mois de gouvernement Hollande-Ayrault dont les premiers pas ressemblent fort, dans plusieurs domaines, à des renoncements inquiétants aux rares promesses faites par le candidat Hollande pendant sa campagne électorale.

Les débats fraternels et exigeants avec la gauche alternative en voie de regroupement ont été aussi l'un des moments forts de cette Université d'été très réussie, en particulier avec la participation de Clémentine Autain et de plusieurs animateurs et animatrices de la Gauche Anticapitaliste, toutes et tous partie prenante, avec les Alternatifs et d'autres encore, de ce projet que nous portons en commun.

Celui-ci devrait prendre la forme d'une nouvelle force politique rouge et verte : ce sera l'une des questions, avec celle d'une possible adhésion au Front de Gauche, à l'ordre du jour du congrès des Alternatifs en novembre prochain.

D'ici-là, les mobilisations seront au rendez-vous : pour résister et changer le monde, elles restent au coeur des tâches de l'heure et au centre de l'activité des Alternatifs ! ■

LA BOUSSOLE DU PROJET

Dans la continuité d'un choix thématique central pour leur Université d'Eté depuis l'édition 2008[1], les Alternatifs avaient opté cette fois-ci pour le thème central des bouleversements géostratégiques à l'échelle mondiale, de la crise et des alternatives.

Le décor a été planté dès l'ouverture, avec un débat introduit par Gus Massiah et approfondi dans un second temps par plusieurs ateliers. Ces bouleversements sont ceux d'un monde aujourd'hui multipolaire sous une hégémonie américaine de plus en plus relative, le déclin d'une domination occidentale de plus de cinq siècles et l'affirmation grandissante de ce qu'on appelle communément les "pays émergents" et en particulier de la Chine, dans un contexte de crise globale, multiforme et systémique du capitalisme qualifiée dès la conférence nationale des Alternatifs en juin 2011 de "crise de civilisation".

Des bouleversements et une crise aux aspects très contradictoires, faits de menaces et de barbarie en perspective... mais aussi de possibles en terme d'alternative synonyme d'émancipation humaine et d'issue favorable au plus grand nombre.

La crise de l'euro et plus largement

UN MOMENT STUDIEUX AGRÉABLE ET CONVIVIAL

Les montagnes et la verdure du Vercors ont servi de cadre à l'Université d'été des Alternatifs version 2012. Du chapiteau, abritant notamment les séances plénières, on pouvait entendre les cloches des vaches

Les repas, préparés par l'association "la Mixture" étaient confectionnés essentiellement à partir de produits locaux .

La mise en place d'une garderie d'enfants a, non seulement permis à des personnes de venir à l'université d'été, mais aussi contribué à créer une certaine ambiance. Si les jeunes adultes n'étaient pas nombreux, en revanche la présence féminine a été importante. Cependant, parmi les intervenants des séances plénières et des ateliers on comptait peu de femmes. Compte tenu du thème de l'université d'été, « mondes anciens, mondes nouveaux » le nombre d'intervenants étrangers a été moyen : un Grec, deux Tunisiens, deux Espagnols, un Syrien. Par ailleurs, certains participants auraient voulu que ces débats soient davantage autogérés, par exemple qu'il n'y ait pas de discours introductif.

Aux 29 séances d'assemblées plénières ou ateliers se sont ajoutés trois ateliers pratiques comme celui sur la confection d'éoliennes. Par ailleurs, des livres et revues ont été en permanence présentés et mis en vente dans la salle d'accueil, et a librairie était bien fréquentée. Les Alternatifs auteurs d'ouvrages ont eu l'occasion d'en débattre avec les participantEs.

Enfin, chaque soirée était animée par des spectacles sous le chapiteau,i la fréquentation a été parfois réduite compte tenu de l'intensité des journées. Nous remercions et applaudissons encore les artistes bénévoles et talentueux qui nous ont réjouis.

Les débats se sont déroulés avec une bonne écoute mutuelle. Je n'ai jamais eu d'échos de disputes. La pratique de la "fermeture éclair", qui consiste à donner alternativement la parole à un homme et à une femme, a sans doute favorisé l'expression de toutes et tous. Cependant, certaines interventions trop longues lors des séances plénières ont sans doute empêché d'autres de s'exprimer. Et le temps est toujours trop bref compte tenu de la richesse de ces débats.

Si le tableau d'inscription aux tâches ménagères a eu du mal à se remplir, la participation aux repas et aux tâches ménagères s'est bien déroulée dans une bonne ambiance, dans l'esprit autogestionnaire et participatif.

Les rapports entre les personnes étaient d'une grande simplicité. De l'avis de beaucoup d'entre elles, l'ambiance était très conviviale. À ce sujet, certains ont tout de même regretté que le bar n'ait pas pu servir de lieu de rencontre. Et à la fin des "travaux", dimanche après-midi, visiblement un certain nombre de participants avaient du mal à partir, certains se mettant à chanter. ■

Jean-François LE DIZÈS
Et Brigitte PINÈDE

ALTERNATIFS

ALTERNATIF

la crise de l'UE -qui est avant tout une crise démocratique-, l'évocation des révolutions arabes en terme de premier "bilan et perspectives", un bilan d'étape de l'altermondialisme ou encore l'évocation des mouvements autogestionnaires au Nord comme au Sud : on retiendra de tous ces sujets traités en séance plénière que les moments forts de cette Université d'Eté ne se sont pas limités, loin de là, au propos initial... sans compter le foisonnement des ateliers consécutifs aux séances plénières !

Celles et ceux qui étaient présent-e-s ne sont pas prêt-e-s d'oublier notamment les contributions de nos ami-e-s venu-e-s de Tunisie, à la fois de Habib Kazdaghli[2] sur la situation à l'université, aux pressions des intégristes et aux résistances qu'elles suscitent, et de Fathi Chamkhi sur la situation sociale et économique de la Tunisie... y compris ce qu'on a appelé frauduleusement le "miracle tunisien" de l'avant-révolution.

On lira par ailleurs ce qui concerne spécifiquement la gauche alternative et ses débats enrichis par la participation des camarades de la Gauche anticapitaliste et de Clémentine Autain... et par la présence des Alternatifs à la rencontre de la gauche alternative tenue à Saint Martin d'Hères à la veille des Estivales du Front de Gauche.

La réussite de cette Université d'Eté ne tient pas seulement au thème retenu et à ses déclinaisons mais aussi à la qualité des intervenants, à la participation -la plus nombreuse depuis l'édition 2008- et à l'ambiance conviviale et détendue, rendue possible par l'accueil et la logistique assurés de manière impeccable par nos camarades de l'Isère. Quant à la visée ambitieuse des contenus, elle n'aurait pas été atteinte sans le travail accumulé depuis plusieurs années par la commission internationale des Alternatifs.

Les limites de cette réussite ne doivent pas non plus être oubliées, à commencer par le faible nombre d'intervenantes -conjonction de la configuration de départ et de la défection des intervenantes pressenties pour traiter de la place des femmes dans les révolutions arabes- et une organisation de l'ensemble des débats trop académique et privée d'outils audiovisuels qui auraient été les bienvenus. Un contraste avec la participation largement féminine et le fonctionnement systématique de la fermeture éclair dans les débats, acquis pratique du féminisme.

La fonction de l'Université d'Eté dans les échanges et la construction des savoirs, comme dans la réflexion et le travail d'élaboration programmatique et stratégique des Alternatifs, est décidément irremplaçable[4].

Elle nous confirme aussi que l'activité militante au quotidien est inséparable des moments de réflexion politique sur le fond : dans les mobilisations passées, présentes et à venir, la boussole du projet alternatif à élaborer avec tant d'autres n'a jamais été aussi nécessaire... ■

Bruno DELLA SUDDA

1.En 2008, le thème central retenu avait été le féminisme, à la fois comme mouvement d'émancipation attaché à l'égalité hommes-femmes et aux droits spécifiques des femmes, et comme l'un des quatre identifiants politiques des Alternatifs. Pour l'édition 2012, le thème de l'Université d'Eté était « Mondes anciens, mondes nouveaux »

2.Habib Kazdaghli est historien et président de l'Université des lettres, arts et humanités de Tunis-ManoubaTunis

3.Fathi Chamkhi, ancien militant de la IV° Internationale, est économiste à l'université de Tunis-Manouba et représentant du RAID (ATTAC/CDTM) en Tunisie, il est aussi partie prenante du comité local d'organisation de la prochaine édition du Forum Social Mondial qui se tiendra à Tunis en mars 2013

4.La présentation à l'Université d'Eté de plusieurs ouvrages écrits par des camarades des Alternatifs -et prochainement présentés sur le site des Alternatifs- reflète et à la fois contribue à cette réflexion et ce travail d'élaboration

DÉBATS

VERS UN PÔLE ROUGE ET VERT

Plusieurs rencontres avec nos partenaires de la Gauche Alternative ont eu lieu dans le cadre de l'université d'été et en marge : une rencontre entre des militant-e-s de la Gauche anticapitaliste et des Alternatifs, une réunion à Grenoble des signataires de l'appel «Médiapart, et un débat en séance plénière de l'université d'été.

Une rencontre entre militant-e-s des Alternatifs et de la Gauche anticapitaliste s'est tenue à Méaudre en soirée à l'université d'été. Six animateurs et animatrices de la GA étaient présent-e-s et une vingtaine de militant-e-s alternatifs venu-e-s de différentes régions, ce qui a permis de riches échanges, à la fois sur les débats en cours au sein de chaque mouvement et sur le projet de nouvelle force rouge et verte

Nos ami-e-s de la Gauche anticapitaliste ont donc intégré le Front de Gauche au début de l'été : la GA en est maintenant la 8° composante

Apportée sans détour par nos ami-e-s de la GA, l'explication de cette intégration très rapide -précipitée aux yeux de plusieurs intervenant-e-s Alternatifs- est triple : le contexte général d'une crise globale et multiforme du capitalisme -analysée en termes très proches des nôtres- et des menaces qu'elle fait peser sur l'humanité et sur les peuples ; la clarification apportée par le FdG sur sa non-participation au nouveau gouvernement social-libéral ; l'échec cuisant de l'expérience du projet du NPA dont la GA est issue

Ce faisant, nos ami-e-s de la GA ont rappelé leur entrée au FdG en tant qu'organisation indépendante : il ne s'agit donc pas d'une dissolution ou d'un renoncement à transformer le FdG dont les limites et les ambigüités (fonctionnement et orientation) ont été pointées

Et le souhait que les Alternatifs fassent à l'issue de leur congrès de novembre a lui-aussi été clairement affirmé, afin de constituer ensemble et avec d'autres un pôle rouge et vert au sein du FdG, appelé aussi « troisième pilier » distinct du PCF comme du PG

Cette rencontre de qualité a permis l'expression de nombre de camarades des Alternatifs, perplexes pour beaucoup quant au devenir du Front de Gauche, préoccupé-e-s par ce qui sépare le FdG des Alternatifs (fonctionnement vertical de cartel, contenu bien peu alternatif de « l'Humain d'abord ») Au-delà des nuances internes exprimées, la priorité commune aux Alternatifs est de consti-

UDT

tuer avec la GA et d'autres cette nouvelle force politique rouge et verte

C'est en donnant des signes forts, palpables et rapides dans ce sens que la GA et les composantes engagées dans la démarche de « l'appel Médiapart » pourraient contribuer à convaincre les Alternatifs de se joindre à elles en faisant le choix majoritaire en novembre d'une entrée dans le FdG, connectée pour les Alternatifs au projet de nouvelle force rouge et verte

Dans ce sens, la préparation commune de la réunion nationale «appel Médiapart» du 20 octobre comme jalon de la création de cett nouvelle force, de même que le maintien de contacts bilatéraux étroits entre Alternatifs et GA (avec notamment la mise en relation de nos commissions thématiques) seront des éléments décisifs

Rencontre des signataires de l'appel «Médiapart» Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre

Elle a eu lieu a Grenoble avant le début des Estivales du Front de Gauche où des militant-e-s de la Gauche anticapitaliste, de la FASE, de Convergence et Alternative, de la Gauche Unitaire étaient présent-e-s . Une délégation des Alternatifs a également participé à cette rencontre.

Animée par Clémentine Autain et Julien Rivoire cette réunion d'étape entre l'initiative du 30 juin à Saint Denis et le prochaine initiative programmée le 20 octobre a permis à toutes les composantes de la Gauche Alternative de se retrouver.....

Débat GAUCHE ALTERNATIVE.
Université de Méaudre samedi 25 août 2012

A chaque Université d'été, en complément du thème principal, un débat est organisé avec nos partenaires de la Gauche de transformation sociale et écologique (gauche antilibérale) Cette année nous avions fait le choix de resserrer les invitations à la seule Gauche Alternative, directement concernée par le projet de création d'une nouvelle force rouge et verte. A la fois anticapitaliste, antiproductiviste, féministe et autogestionnaire , cette gauche rouge et verte a aussi en commun de s'appuyer sur les nouveaux mouvements politiques (altermondialistes, indigné-e-s...) promouvant plus d'égalité d'horizontalité et le refus de la hiérarchie. Cette mouvance est aujourd'hui dispersée et dans un contexte de crises multiples, la question posée était comment rassembler la Gauche Alternative?

Participaient à cet échange :

Clémentine Autain qui a joué un rôle important dans l'appel dit «Médiapart», féministe et militante de la FASE, Fred Borras en tant que représentant de la Gauche Anticapitaliste, Jean François Pellissier et Florence Ciaravola pour les Alternatifs

Jean Michel Drevon Christophe Aguiton et Stéphane Lavignotte, également invités, ne pouvaient pas être présents mais sont impliqués activement dans le processus de regroupement du pôle rouge et vert à travers l'appel «Médiapart».

Fred Borras a réaffirmé notre patrimoine commun comme courant rouge et vert. Il est aussi revenu sur la crise du NPA et de son projet fondateur, rendant hommage à la justesse des critiques émises par les Alternatifs au moment de la création du NPA. Il a ensuite justifié le choix du renforcement d'une gauche radicale avec l'entrée de la GA dans le Front de Gauche (un front, pas parti, a-t-il précisé) même si celui ci n'est pour l'instant pas une construction politique satisfaisante. Les objectifs de la GA sont d'une part de regrouper, dans le cadre du FdG, les ex du NPA y compris ceux qui sont dans la nature, d'autre part, rassembler les anticapitalistes éco-socialistes, tout en prenant le temps. Il a évoqué la proposition du PG de fusion rapide avec la GA et la nécessité de campagne commune pour un référendum, contre les plans de licenciements ... pour lesquelles la structure FdG est plus efficace.

Clémentine Autain a rappelé notre histoire commune faite d'une culture partagée et de batailles unitaires menées ensemble. Pour elle, cette famille pas encore rassemblée a une responsabilité particulière du fait de la gravité de la situation politique et il y a aujourd'hui une potentialité de convergence et d'unité de notre espace politique mais pas à l'extérieur du FdG. Pourtant critique sur le FdG, elle souhaite qu'on se rassemble pour le transformer, définir un fonctionnement qui sorte de la forme actuelle de cartel, faire des assemblées citoyennes de vrais espaces démocratiques et inventer de nouvelles formes d'organisation politique

Elle ajoute qu'il n'y a pas de garantie de réussite au sein du FdG mais que les possibilités existent et que le jeu en vaut la chandelle, surtout si toute la gauche alternative y est rassemblée : elle pourrait y jouer un rôle politique, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

Jean François Pellissier a rappelé que les Alternatifs ont toujours été favorables -et l'ont réaffirmé lors de leur coordination du 1er juillet- à la création d'une nouvelle force politique rouge et verte, question qui sera mise en débat lors de leur congrès en novembre ainsi que leur entrée ou non dans le FdG avec une dialectique entre les 2 points.

Le Fdg a été efficace pendant la campagne présidentielle mais ses instances sont toujours celles de la campagne électorale et aucun communiqué n'a été produit depuis.

En s'impliquant dans l'appel «Ce monde n'a aucun sens, inventons-en un autre» dit appel «Médiapart», les Alternatifs confirment leur implication dans la construction d'un pôle rouge vert auquel il ne faudra pas oublier d'associer des militant-e-s issu-e-s de l'écologie radicale. Nous avons une responsabilité ensemble, ce qu'ont dit Fred et Clémentine montre que les contenus ne font pas souci entre nous et il faut se mettre d'accord sur le processus de création de ce pôle rouge et vert sans attendre, préparer sérieusement ensemble le rendez-vous du 20 octobre prochain et tenir le calendrier prévu pour que ce soit effectif dès le premier trimestre 2013, avant 2014 donc, qui est de nouveau une année électorale et donc peu propice.

Dans ce débat, les interventions de militant-e-s des Alternatifs ont aussi été nombreuses.

Elles ont témoigné à la fois de l'intérêt pour ce projet de regroupement de la gauche alternative à travers une nouvelle force rouge et verte, de la préoccupation de mettre au centre la référence à l'autogestion et enfin de réticences, pour certain-e-s, à adhérer demain à un Front de Gauche souvent plombé par les pesanteurs du PCF, tandis que pour d'autres cette adhésion n'était pas un tabou à condition d'y créer un pôle rouge et vert indépendant du PCF et du PG.

Un premier échange qui ressemblait au coup d'envoi de la préparation du congrès des Alternatifs en novembre prochain... ■

Florence CIARAVOLA ,
Bruno DELLA SUDDA
et Jean François PELLISSIER

Rio+20

Une délégation des Alternatifs était présente au sommet des peuples de Rio plus 20 en Juin au Brésil et rapporte ici des éléments des débats qui y ont eu lieu.

Dans sa présentation lors du sommet des peuples, qui fut le contre sommet de la conférence de Rio plus 20, le 19 juillet, Marina Silva ,ex ministre de l'environnement du gouvernement Lula et ex candidate écolo au présidentielles de 2010 (18%) donna de manière claire sa position au sujet de l'évènement officiel: Il faut dénoncer haut et fort le manque d'engagement des leaders politiques et économiques face au défit du sauvetage de la planète. En quelques décennies nous avons sacrifié des biens naturels accumulés sur des milliers d'années.
Après avoir brossé un portait grave de la situation actuelle elle définit le défit de la protection de l'environnement comme le plus grand défit de tout les temps et affirme que nous ne sommes pas dans une crise ordinaire mais dans une crise de civilisation croisant crises économique, sociale, environnementale, des valeurs et politique.
Les visions anticipatrices nécessaires sont systématiquement remplacées par la volonté de conquérir le pouvoir pour le pouvoir ou les biens pour eux même. Les 2 dernières crises, des valeurs et politique amènent les responsables à opter pour "l'étique de circonstance"qui amène à adopter des attitudes et des discours qui changent selon les contextes.....

Pour changer tout cela il faut changer notre façon de penser. Notre regard également doit être différent. Nous devons adopter une compréhension différente de la réalité qui ai comme objectif une pensée commune qui tienne compte à la fois de la soutenabilité économique, sociale, culturelle, environnementale, politique mais également éthique qui est à la base de tout. Ceci implique la remise m cause de la logique d'immédiateté.
Marina Silva note que l'important n'est pas d'être optimiste ou pessimiste mais persistant et persistante. Nous devons prioriser l'éducation participative mais pas ingénument comme si il s'agissait de magie, mais de manière créative et mobilisatrice pour un autre modèle de développement. Il faut éduquer et travailler à un autre modèle de société soutenable sachant qu'il n'y a pas de soutenabilité comme manière de faire mais comme manière d'être, comme idéal de vie pour le présent et l'avenir.

Marina Silva refuse de considérer que les discussions de Rio plus 20 vont à contre courant, comme le disent quelques leaders mondiaux à cause de la crise économique et du manque de moyens pour secourir la planète. La crise environnementale menace le système économique comme le reste de la planète. Nous ne pouvons affirme-t-elle accepter encore une fois le manque d'engagement et les compromis au rabais. Les 90 objectifs de Rio 92 n'ont pas été atteints. Nous ne devons pas accepter des objectifs généraux mais voulons des objectifs concrets, avec leurs financements et une gouvernance forte. Doit être discuté le développement soutenable et non l'économie verte. Il s'agit de la soutenabilité de l'économie et non de sa couleur ce n'est pas du marketing pour gouvernants ou du logotype des marques dont il s'agit ici.

Pour cela il nous faut tenir une position d'avant garde pour avancer. Marina Silva demande que nous appuyons les décisions positives prises par le sommet, en restant fermes sur nos positions. Par exemple dénoncer les reculs sous le gouvernement de Dilma.
Les efforts doivent être poursuivis dans les domaines de l'éducation et de la mobilisation pour la diversité sociale, la démocratie politique, l'amélioration de la qualité de vie sur la planète et contre la croissance pour la croissance et le court terme au détriment de l'avenir.

Notre conclusion sera celle de nos amies d'ATTAC:
"La Conférence officielle de Rio+20 s'est terminée par l'adoption d'une déclaration marquée par son extrême faiblesse. Sans engagement prescriptif, encore moins contraignant, sans date de mise en œuvre, cette déclaration n'impose en rien un changement de paradigme pour construire « le futur que nous voulons ». L'engagement volontaire de chaque Etat à mettre en oeuvre les dispositions évoquées prime (....) Le texte comportent des régressions sur les droits des populations et seront plombés par l'absence de limites données à la prédation des ressources.(...)
De nombreuses ONG ont dénoncé le texte, regrette de ne pas y être associées et dénoncent la main-mise des entreprises sur le processus onusien."

Marina Silva et les écologistes n'auront encore pas été écouté. ■

Ana Cristina MARTINS
et Rémy QUERBOUËT

COMMISSION LGBTI DES ALTERNATIFS

La commission Lesb, Gay, Bi, Trans, Intersexe des Alternatifs, pour l'égalité des droits, luttant contre les LGBTI-phobies et discriminations, a été crée lors de la Coordination Générale les 12 et 13 mai 2012. Réunie pour la première fois à Méaudre le 26 août, elle prend position en faveur du mariage des personnes de même sexe, de l'adoption, même hors mariage, de la procréation assistée des personnes qui en font le souhait, de la dépsychiatrisation des trans au niveau international et souhaite que le genre de la personne puisse être changé dans l'état civil sur simple déclaration. Dans la mesure de ses pouvoirs, la commission favorisera la création de lieux de vie de nature à décomplexer les LGBTI : au travail, dans les pratiques sportives, dans les centres d'apprentissage et de formation etc. La commission souhaite qu'à l'école, dès le plus jeune âge, la déconstruction des stéréotypes soit encouragée. ■

UDT

ESPAGNE : LE MOUVEMENT DES INDIGNÉS

Intervention de Miquel Didac Piñero i Costa, libraire, animateur du « Fòrum Ecologista de Síntesi Llibertària » en Catalogne et membre de la CGT, il participe au mouvement Indignados depuis son origine.

Le mouvement du 15 Mai (15-M) a débuté à la suite d'une convocation via internet de manifestations dans plusieurs villes, il s'est inspiré en cela des mobilisations contre les expulsions de logements et celles de la place Tahrir au Caire, il voulait tout simplement régénérer la démocratie et revendiquer une démocratie plus participative.

Mais, le dimanche 15 mai 2011 a été un moment historique avec des conditions objectives pour convoquer ces manifestations. Car, il y avait l'expérience accumulée lors de la mobilisation du 11 mars (2006) contre les mensonges d'Aznar (suite à l'attentat de la gare d'Achoa à Madrid), avec un courant d'inspiration anticapitaliste, qui était le noyau le plus avancé des forums sociaux, des syndicats alternatifs (comme la CGT), et des assemblées de base contre le capitalisme.

Le 15-M a ouvert un débat dans un cadre d'assemblées de base, qui ont constituées un mouvement social avec des objectifs politiques diffus et sans accorder une priorité à la définition d'objectifs clairs. Au cours de l'année, les objectifs se sont affinés dans les assemblées qui ont permis la construction d'un mouvement politique de transformation sociale contre le système capitaliste.

Cet été, particulièrement à partir de l'accumulation des expériences par de nombreuses assemblées de base et des « piquets » de la grève générale du 29 mars dernier, l'auto-organisation dans les mobilisations sociales s'est accrue et elle tend à se généraliser dans toute la société espagnole.

Le 15-M, est essentiellement un mouvement social et politique de jeunes de 19 à 30 ans, qui ont acquis majoritairement une formation universitaire, qui ne votent pas aux élections régionales (autonomes), législatives ou européennes, qui se situent plutôt à la gauche de la société espagnole et dont le noyau dur est encore plus à gauche.

Au printemps 2011, le 15-M comptait sur la sympathie de 70 à 80 % de la population, notamment à cause du rejet de la société espagnole envers la classe dirigeante, mais également à cause d'un Tutum revolutum relatif à l'absence de perspectives claires autres que des changements graduels pour l'organisation de la société espagnole. En même temps, ces sympathies ne se traduisaient pas par une expression politique homogène et, socialement, elles résultaient beaucoup de la conjoncture politique. En quelque sorte, le 15-M était l'équivalent du NON français au traité constitutionnel européen. Il ne faut pas oublier que le PSOE (Parti socialiste) était au gouvernement.

Aux élections législatives du 20 novembre 2011, la gauche sociologique, frustrée par la politique du PSOE, allait majoritairement s'abstenir ou opter pour le vote blanc permettant ainsi la victoire du parti populaire (PP) et prioriser l'action vers l'anticapitalisme et l'autogestion, en tant qu'objectifs du 15-M dans la mobilisation au cours du printemps 2012, et particulièrement le 12 mai (12-M).

Le 12-M/15-M vise particulièrement la nature du système capitaliste et son fonctionnement nuisible, en préconisant une société socialiste, égalitaire, décroissante, écologiste, autogestionnaire et solidaire.

Ce mouvement dépasse le cadre des forums sociaux et du syndicalisme et créé un nouvel espace autonome de débat et de mobilisation sociale, en concordance directe avec la lutte de classe, tout en transformant l'indignation sociale en action collective de rue, spécialement orientée vers la dénonciation des banques et de la classe dominante hégémonique :

- Occupations symboliques des agences de banque et des grandes surfaces ;
- Occupations symboliques momentanées de la Bourse ;
- Encerclement du Parlement autonome de Catalogne et des Cortès (Parlement de l'Etat espagnol) le 25 septembre prochain à la veille de la grève générale au Pays-Basque et en Navarre ;
- Charivari (protestations avec des casseroles) devant les sièges sociaux des banques : Bankia, Aixabank ;
- Occupations des latifundiums (grandes propriétés rurales), des palais des familles aristocrates et des terrains militaires abandonnés ;

Au niveau stratégique, il faut expliquer que ce mouvement correspond à un espace ouvert d'actions de masse sans intermédiaires, qui questionne l'idée même de la représentation, au-delà même de l'idée force de la démocratie directe collective, et l'initiative propre des masses dans un processus d'autodétermination, dans le sens de l'auto-organisation des masses.

Ce mouvement tente de récupérer le sens de la démocratie dans une société autonome, norme de soi-même, par le moyen de la participation directe et active, pour donner la forme à cette collectivité.

Dans ce processus de démocratie de participation directe et active, les assemblées de quartier et de localités discutent sur des thèmes qui vont au-delà de l'environnement local et, par conséquent, il y a une liaison directe entre elles (parfois lors des assemblées générales et d'une façon permanente par des échanges de courriers électroniques), sans structures hiérarchisées, dominantes, hétéronomes (norme des autres et de l'environnement), ce qui fait que le 15-M n'est pas un mouvement de restrictions démocratiques, comme la démocratie représentative des deux derniers siècles. C'est pour cela que les indignados-as disent « Lo llaman democracia y no lo es » (Ils l'appellent démocratie mais ce ne l'est pas).

Mais le débat porte également sur la conception de l'assemblée puisque le 15-M l'a instituée comme organe de décision, bien qu'il y ait des avis différents sur la nature même et le fonctionnement des assemblées. Un secteur important pense que l'assemblée est un processus complémentaire, qui améliore la démarche collective et souveraine, c'est-à-dire que l'assemblée en tant qu'organe basé sur un vrai système démocratique, constitue une tentative de société, gérée directement par la collectivité en tant que forme dirigeante de la société.

Bien que les assemblées de quartiers ou de localités soient peu nombreuses, il est nécessaire qu'elles aient la volonté et l'objectif de devenir des organes souverains démocratiques et autonomes jusqu'à intervenir dans la politique et l'économie. La pratique des assemblées pendant plus d'une année à permis de tisser des liens communautaires, de développer le soutien mutuel et la solidarité comme valeurs sociales et fondamentales.

Le 15-M a créé des espaces de formation politique, des commissions et des ateliers qui ont réhabilité le concept d'autogestion et des pratiques pédagogiques et amélioré la conscientisation politique et sociale. Le mouvement permet également la rencontre quotidienne et la récupération des espaces publics.

L'ensemble de toutes ces expériences a permis la constitution d'un large mouvement social de masse qui mène des luttes sociales et politiques à partir de la base et qui questionne de plus en plus le système hégémonique dans le but de construire une nouvelle société démocratique, autonome, écologiste, solidaire, autogestionnaire, égalitaire et collectiviste. ■

Miquel DIDAC PIÑERO I COSTA
(Transcription de l'intervention par Richard Neuville)

LE MONDE ARABE EN REVOLUTION ?

Le début de l'année 2011 a vu un développement des mouvements contestataires dans le Monde Arabe qui ont amené très rapidement la chute de deux dictateurs, Ben Ali et Moubarak ; dans la foulée de ces deux "révolutions", d'autres soulèvements ont eu lieu : Libye, Bahreïn, Yémen, Syrie pour parler des principaux, alors que quelques manifestations se déroulaient en Algérie, au Maroc ou en Jordanie.

Ce mouvement, que certains ont comparé à la chute de l'URSS et de ses satellites, allait-il emporter toutes les dictatures arabes ? Une révolution arabe serait-elle née ? Ce qui aurait supposé une similitude des situations dans tout le Monde Arabe.

Dans un premier temps, je montrerai que, s'il existe des facteurs communs dans le Monde Arabe, en premier lieu la langue et la religion, les différences sont capitales et elles se sont largement accrues à la période contemporaine. Dans un second temps, j'aborderai ces différents soulèvements en évoquant leurs points communs, mais aussi leurs différences.

UN MONDE ARABE, MAIS DES PAYS ARABES.

Le Monde Arabe est généralement défini par son appartenance à une organisation internationale, la Ligue des États arabes, ou Ligue arabe. Elle comprend 22 membres dont l'arabe est la langue officielle. C'est un ensemble plus vaste que le continent européen (13,4 millions de km^2 contre 10 millions), mais deux fois moins peuplé (360 millions d'habitants contre 700). La faiblesse de cette population (la densité moyenne est seulement de 27 hab/km^2) s'explique par l'importance des déserts qui couvrent plus des trois quarts de la superficie du Monde Arabe. On peut le diviser en trois sous ensembles : le Maghreb, le Machreq et les pays africains de l'océan indien (cf tableau).

22 pays différents.

Les pays arabes sont très différents par la taille, la population, l'économie...

La superficie de Bahreïn n'est que de 700 km^2 (soit à peine plus que le Territoire de Belfort) alors que celle de l'Algérie ou de l'Arabie saoudite dépasse les deux millions de km^2.La population des différents états est également très inégale : moins de un million d'habitants pour Djibouti et les Comores, mais plus de 80 pour l'Égypte. L'évolution démographique est également très contrastée : certains pays sont en fin de transition démographique (ISF voisin de 2, comme la France) ou s'en rapprochent, dans d'autres, elle est à peine amorcée (ISF supérieur à 5 au Yémen ou en Somalie). De ce fait, la part de la population jeune est très variable selon les pays.

Les économies sont également très contrastées : le PIB global du Monde Arabe est relativement faible : 2 300 milliards de dollars, soit l'équivalent de celui de la France, dont un quart pour la seule Arabie saoudite ; inversement, celui de Djibouti ou des Comores est inférieur à 2 milliards. Le PIB par habitant est encore plus différencié : 98 000 $/hab/an au Qatar (second rang mondial, derrière le Luxembourg), 67 000 dans les EAU, mais moins de 1000 dans les Comores ou en Somalie. Il en est de même pour l'IDH (Indice de développement humain), très élevé dans quelques micro-états du Golfe, mais particulièrement faible au Soudan, et dans les états de la Corne de l' Afrique. La richesse en hydrocarbures explique largement la place des différents états dans les classements.

Deux facteurs d'unité : la langue et la religion.

La langue est la caractéristique commune à l'ensemble des pays de la Ligue arabe. En fait cette caractéristique n'est pas si commune que çà ! En effet, la population des pays arabes parle des dialectes locaux, parfois très différents les uns des autres : on distingue généralement trois grands groupes, les dialectes orientaux, ceux du Golfe et ceux du Maghreb[1], mais il en existe d'autres et à l'intérieur de ces grands groupes, il a des nuances importantes ! Le statut de la langue arabe -langue sacrée car c'est celle de la révélation coranique- pose de nombreux problèmes liés à la confusion sacré-profane[2], en particulier ceux de sa différence avec le langage parlé habituel et de son adaptation à la modernité actuelle. D'autre part, des langues minoritaires sont présentes, en particulier les langues berbères au Maghreb (environ 20 millions de locuteurs , principalement au Maroc et en Algérie), mais aussi le kurde (Irak et Syrie) et le somali (une dizaine de millions chacune), l'arménien...

La religion est le ciment du Monde Arabe, son point commun essentiel, officiellement du moins. L'islam représente une donnée fondamentale de la culture arabe. Le Coran et la Sunna (tradition) sont à la fois une religion et une référence culturelle essentielle et particulièrement prégnante. C'est, pour le Monde Arabe, un facteur d'unité extrêmement fort.

Mais,

-tous les arabes ne sont pas musulmans : des minorités chrétiennes sont présentes, en particulier au Proche-Orient (Liban, 35%, Égypte, 10%, Soudan, 10%, Jordanie, Syrie, Irak, Palestine). Les minorités juives, très anciennes (plus de deux millénaires parfois) et autrefois importantes dans tout le Monde Arabe, sont aujourd'hui très faibles, suite à la création de l'État d'Israël et aux décolonisations.

-l'islam n'est pas monolithique. La question de la succession du prophète au VIIe siècle a entraîné la partition de l'islam en trois branches opposées (sunnites, très majoritaires -plus de 85% des musulmans, chiites -environ 12%, kharidjites [ou ibadites] -moins de 1%), sans compter l'apparition ultérieure de petits groupes dissidents, parfois qualifiés de sectes, comme les alaouites (Syrie) ou les druzes (Liban, Syrie). Les chiites sont majoritaires en Irak et à Bahreïn, ils forment des minorités importantes au Liban et au Yémen, plus faibles en Arabie saoudite et au Koweït. Les ibadites sont majoritaires à Oman.

Les sunnites reconnaissent quatre écoles juridiques (hanafisme, malékisme, chafisme et hanbalisme, la plus fermée, qui sera la matrice du wahhabisme au cœur de la péninsule arabique au XVIIIe siècle). L'école la plus ouverte, la plus rationnelle, le mutazilisme a régressé à partir du XIe siècle, avant d'être interdit au XIIIe lors d'une crise que l'on peut qualifier de fondamentaliste. C'est également au milieu du Moyen-Âge (Xe s.) que l'ijtihâd (exégèse, effort de réflexion) fut stoppé dans le monde sunnite alors qu'il s'est maintenu dans le monde chiite. Et c'est peu après que commence le déclin de la civilisation musulmane... cette coïncidence posant question, me semble t-il.

Depuis quelques siècles, de nouvelles tendances sont apparues, telles le wahhabisme, les Frères musulmans (fondés par Hassan el-Banna en 1928, en Égypte), le salafisme, le djihadisme... A l'opposé de ces mouvements sectaires, et parfois violents, qui veulent jouer un rôle politique, se situe le soufisme, quête spirituelle et mystique de l'islam qui se développe dans le cadre de confréries plus ou moins importantes, telle l'alawiya, la tidjaniya, la quadiriya... Des dizaines de millions de personnes du Monde Arabe se reconnaissent dans le soufisme, des centaines de millions du monde musulman. L'émir Abd el-Kader fut un éminent soufi, il écrivit des poèmes

UDT

d'une grande tolérance, comme le montre l'extrait ci-dessous :

« En « moi » sont les attentes de l'humanité,
Celui qui veut une mosquée
Ou prier avec ferveur son seigneur,
Celui qui veut une synagogue, un clocher et un crucifix,
Ou la Kaaba pour embrasser la pierre,
Ou des fétiches ou des idoles,
Celui qui veut une retraite pour s'isoler,
Ou une taverne pour faire l'éloge des belles... »

Donc, en cette période actuelle de stigmatisation de l'islam, il ne faut pas réduire cette religion à ses manifestations extrémistes, tout en étant vigilant et lucide face à ces manifestations que l'on ne peut en aucun cas tolérer, en particulier quand elles portent atteinte aux droits de l'homme et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Enfin, il faut noter le rôle récent des chaînes arabes de télévision satellitaire (telles Al-Jazira ou Al-Arabia) qui contribuent à une culture commune du Monde Arabe... enfin si ces télévisions sont bien des diffuseurs culturels...

L'évolution politique contemporaine : vers une fragmentation de plus en plus grande.

L'unité de la oumma (la communauté des croyants) est depuis longtemps un mythe. Si des éléments d'unité sont restés jusqu'au XXe siècle avec l'empire ottoman, le Monde Arabe est aujourd'hui de plus en plus fragmenté. Le Maroc et Oman sont indépendants depuis plusieurs siècles (mis à part les épisodes coloniaux) et, à partir de 1830, l'empire ottoman est entré dans une lente agonie qui a duré près d'un siècle. Au terme de cette étape, de nouveaux états sont apparus, parfois basés sur une identité ancienne (Égypte, Tunisie, Algérie...), parfois totalement artificiels (Jordanie, micros états du Golfe...).

Aujourd'hui, le Monde Arabe compte 22 états dont l'identité a été façonnée par une histoire particulière et une évolution souvent divergente depuis 1945. Leurs systèmes politiques sont variés, mais aucun, jusqu'en 2011, n'a fonctionné de manière démocratique :

-royautés absolue de droit divin (Arabie saoudite, émirats...),
-royautés de type parlementaire (Jordanie, Maroc),
-républiques populaires d'inspiration nationaliste et parfois socialiste (Égypte, Algérie, Syrie, Irak...),
-républiques autoritaires « bourgeoises » (Tunisie, Liban),
-« état des masses » libyen (Jamahiriya) qui n'était en fait qu'une dictature au service de Kadhafi et de ses affidés,
-état failli (Somalie).

Les relations diplomatiques des pays arabes sont, presque, aussi variées que leurs systèmes politiques (le seul point commun entre tous les gouvernements arabes étant le soutien -verbal- à la Palestine) :

-alliance stratégique avec les États-Unis, c'est le cas de l'Arabie saoudite , depuis le pacte du Quincy signé en février 1945 sur le croiseur USS Quincy par Ibn Saoud et Roosvelt qui précise que l'Arabie saoudite fait partie des « intérêts vitaux » des EU ; prévu pour 60 ans, il a été renouvelé pour la même durée en 2005 par G.-W. Bush,
-alliance de fait avec les EU et l'Occident, pour la plupart des pays arabes,
-non alignement, Algérie,
-alliance avec l'URSS, puis la Russie, Syrie,
-retournement d'alliance (de l'URSS vers les EU), Égypte, Somalie.

D'incontestables facteurs d'unité existent dans le Monde Arabe, mais les divergences liées à l'évolution récente ne font que s'accroître. Alors l'unité du Monde Arabe est-elle un mythe ou une réalité ?

RÉVOLUTIONS ET RÉVOLTES DANS LE MONDE ARABE EN 2011-2012.

Printemps arabes, révolutions arabes... Qu'est-ce qui nous permet d'affirmer aujourd'hui que ce sont bien des révolutions qui sont en cours dans le Monde Arabe et non des révoltes ? Quels en sont les acteurs ? Quel en est le but ? Ce mouvement touche t-il tout le Monde Arabe ?

Alors, plutôt que de parler de printemps arabes ou de révolutions arabes, formulations réductrices et globalisantes, je préfère parler de « processus révolutionnaires dans le Monde Arabe » ; processus qui sont en cours et dont on ne connait pas l'aboutissement ; processus qui peuvent être courts ; processus qui peuvent être longs ; processus qui peuvent déboucher sur des formes de gouvernement démocratiques... ou sur des dictatures.

Nous sommes à l'an II de ces processus révolutionnaires. La révolution française de 1789 a débouché, plus de 10 ans après, sur la dictature napoléonienne, ne l'oublions pas et relativisons.

Les premières révolutions (Tunisie et Égypte) : coups de tonnerre dans un ciel serein ?

Le déclenchement de ces deux processus révolutionnaires a été une surprise générale : ni les diplomates, ni les politistes, ni les journalistes spécialisés ne s'y attendaient et peu ont compris l'importance de ce qui s'est passé en Tunisie dans les dernière quinzaine de 2010. Et pourtant...

Des mouvements révolutionnaires ont déjà eu lieu dans le monde arabo-musulman dans un passé plus ou moins récent :

-le premier ne concerne pas le Monde Arabe, mais l'Iran, en 1979. Il a abouti très rapidement à une dictature théocratique qui perdure encore, plus de 33 ans après, soit presque aussi longtemps que la dictature du chah.
-en Algérie, la révolte de 1988, instrumentalisée par le pouvoir, a débouché sur un multipartisme de façade dévoyé par un parti islamiste totalitaire et violent et une guerre civile qui a fait plus de 100 000 morts en 10 ans.
-de nombreuses crises localisées se sont déclenchées dans divers pays arabes dans les années 2000 (Algérie, Tunisie, Égypte, Jordanie...) malgré la chape de plomb des dictatures, montrant ainsi que les sociétés n'étaient pas anesthésiées.

L'originalité de la révolution tunisienne, c'est qu'elle débute par une immolation par le feu, le 17 décembre 2010, dans un lieu improbable, Sidi Bouzid, une petite ville de la steppe intérieure, aussi loin de la capitale que des concentrations prolétaires des mineurs de phosphates. La seconde semaine de janvier est décisive : les manifestations se généralisent, aux chômeurs se joignent d'abord les lycéens puis les classes populaires et moyennes et le 14 janvier, lâché par l'armée (sur intervention de Washington ?), Ben Ali quitte Tunis[3]. L'année 2011 verra la mise en place d'un gouvernement provisoire plusieurs fois remanié, une aggravation de la situation économique, les premières exactions salafistes et l'élection d'une assemblée constituante le 23 octobre. Cette élection voit la victoire des islamistes de Ennahda qui obtiennent 37% des voix et 41% des sièges[4]. Ils s'allient à deux partis sociaux démocrates (CPR et Ettakatol) pour former une coalition majoritaire, mais, obtenant les principaux postes du gouvernement (premier ministère -H. Jebali- et ministères régaliens), ils dirigent le pays quasiment comme ils le souhaitent. La rédaction de la nouvelle constitution traine en longueur, l'économie ne redémarre pas, les violences salafistes se multiplient sans que le pouvoir ne réagisse. En cet été 2012, la situation est de plus en plus inquiétante[5].

La révolution égyptienne a été bien différente : l'essentiel s'est joué au Caire. Les manifestations et l'occupation de la place Tahir ont eu raison en moins de trois semaines du régime corrompu de Moubarak qui chute le 11 février[7]. Un processus électoral a été engagé qui a abouti à une double élection :

-législative (novembre 2011 à janvier 2012) : les partis islamistes triomphent

en cumulant 65% des voix et 71% des sièges au parlement (47% pour les Frères musulmans et 24% pour les salafistes).
-présidentielle (mai-juin 2012) : Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans bat le général Ahmed Chafik (51,73% contre 48,26%). Ce résultat marque un net recul des voix islamistes entre les deux élections.
Deux forces dominent l'Égypte, les islamistes, bien implantés dans la vallée su Nil et dans la banlieue ouest du Caire, et l'armée qui garde un réel soutien populaire, notamment au Caire et dans le delta du Nil. Mais le nouveau président entend bien exercer la totalité de son pouvoir et réduire le rôle politique de l'armée, ce qui risque de provoquer quelques grincements.

La révolution libyenne.

La Libye est touchée par la contestation dès la mi-janvier : les premières manifestations ont lieu dans diverses villes dès le 13, manifestations auxquelles Kadhafi répond par des mesures économiques et sociales (subventions, augmentations de salaires...). Mais c'est un mois plus tard qu'un processus révolutionnaire s'engage : le 15 février, des manifestations de mères et de sœurs prisonniers assassinés à la prison d'Abou Salim en 1996 (1200 morts) sont violemment réprimées à Benghazi et à Al-Bayda (4 morts) ; ainsi ce sont des femmes qui sont à l'origine des premières manifestations et elles continueront à jouer un rôle important, mais de second plan pendant toute la révolution. Les manifestations se développent dans tout le pays les jours suivants, notamment le 17 février où la répression fait des dizaines de morts et blessés. Au bout d'une semaine, toute la Cyrénaïque et une partie de la Tripolitaine (notamment Misratah -troisième ville du pays-, Zawiyah, les montagnes du Jabal Nafusah...) sont sous contrôle des insurgés. La répression, annoncée par un fils de Kadhafi, Saïf al-Islam, qui évoque des « rivières de sang », est de plus en plus violente : le bilan de la première semaine de manifestations se monte à des centaines de morts et des milliers de blessés.
Un « Conseil national de transition » (CNT) est formé le 27 février ; il appelle la communauté internationale à l'aide. Le 1er mars les troupes de Kadhafi (milices et unités spéciales de l'armée, généralement commandées par ses fils) passent à l'offensive et reprennent le contrôle de nombreuses villes au prix de pertes civiles considérables (6000 morts en un mois ?). A la mi-mars, les troupes kadhafiennes sont aux portes de Benghazi. C'est alors que le Conseil de sécurité de l'ONU prend la résolution 1973 qui prévoit la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne pour « assurer la protection des civils ». (Le principe de « la responsabilité de protéger » les populations civiles lors d'un conflit avait été adopté par l'assemblée générale de l'ONU en 2005 à l'unanimité). Cette résolution sera largement dépassée et dévoyée par les puissances de l'OTAN et en particulier par la France sarkozienne. Au mois d'août, les insurgés se lancent à la conquête de Tripoli qui tombe le 28. Les derniers bastions kadhafiens résistent jusqu'à la mi octobre et Kadhafi est abattu le 20[8].

La période qui suit est très chaotique : les différentes milices -qui se sont emparé de l'arsenal miliaire des forces armées de Kadhafi- essaient de faire leur loi, chacune dans son secteur et le CNT a bien des difficultés à faire entendre sa voix. Il réussit néanmoins à organiser des élections qui ont eu lieu le 7 juillet 2012. Elles ont vu la victoire de l'Alliance des Forces nationales, coalition de plusieurs partis d'obédience libérale, dirigée par Mahmoud Jibril, suivie du Parti pour la Justice et la Construction, dirigé par les Frères musulmans.

Les autres mouvements de contestation.

L'échec de la tentative révolutionnaire bahreïnie (février-juin 2011).
Dans la foulée des révolutions tunisienne et égyptienne, la jeunesse bahreïnie se lance dans une contestation du pouvoir. Après quelques semaines de manifestations et l'occupation de la place de la Perle, au centre de la capitale, le roi fait appel aux troupes du Conseil de coopération du Golfe, principalement saoudiennes, qui écrasent la révolte le 14 mars (des manifestations sporadiques continuent jusqu'au début juin). Alors que la question religieuse n'était pas au cœur de la crise, ce sont les chiites, majoritaires dans l'île, qui sont les principales victimes de la répression. Pour l'Arabie saoudite, il était hors de question qu'un foyer de contestation se développe à quelques km de ses provinces

Bibliographie sur « les processus révolutionnaires dans le Monde Arabe »

OUVRAGES :
- Amin Samir, 2011, *Le Monde Arabe dans la longue durée : le « printemps » arabe*, Le Temps des Cerises
- Bauchard Denis, 2012, *Le nouveau Monde Arabe : enjeux et instabilités,* A. Versaille
- Ben Mhenni Lina, 2011, *Tunisian girl : blogueuse pour un printemps arabe,* Indigène
- Benslama Fethi, 2011, *Soudain la révolution ! De la Tunisie au Monde Arabe : la signification d'un soulèvement,* Denoël
- CETRI, 2012, *Le « printemps arabe », un premier bilan,* Syllepses
- Dréano Bernard, 2011 *La perle et le colonel : réflexions sur le printemps arabe,* Non lieu
- El-Aswany Alaa, 2011, *Chroniques de la révolution égyptienne,* Actes Sud
- Filiu Jean-Pierre, 2011, *La révolution arabe : dix leçons sur le soulèvement démocratique,* Fayard
- Gozlan Martine, 2011, *Tunisie, Algérie, Maroc : la colère des peuples,* L'Archipel
- Guibal Claude et Salaun Tangi, 2011, *L'Égypte de Tahir : anatomie d'une révolution,* Seuil
- Guidère Mathieu, 2011, *Le choc des révolutions arabes,* Autrement
- Guidère Mathieu, 2012, *Atlas des pays arabes, des révolutions à la démocratie,* Autrement
- Haddad Mezri, 2011, *La face cachée de la révolution tunisienne : islamisme et Occident, une alliance à haut risque,* Apopsix
- Haimzadeh Patrick, 2011, *Au cœur de la Libye de Kadhafi,* Lattès
- Lledo Jean-Pierre, 2012, *Révolution démocratique dans le Monde Arabe, ah ! Si c'était vrai...* Armand-Colin
- Naba René, 2011, *Kadhafi, portrait total : entre intervention militaire et insurrection populaire,* Golias
- Najjar Alexandre, 2011, *Anatomie d'un tyran : Mouammar Kadhafi,* Actes Sud
- Piot Olivier, 2011, *La révolution tunisienne : dix jours qui ébranlèrent le Monde Arabe,* Les Petits Matins
- Porteilla Raphaël et Lanier Valérie, 2012 (à paraître), *Les révoltes arabes contre l'humiliation : processus et acteurs,* Le Cygne
- Puchot Pierre, 2011, *Tunisie, une révolution arabe,* Galaade
- Solé Robert, 2011, *Le Pharaon renversé : dix-huit jours qui ont changé l'Egypte,* Les Arènes
- Stora Benjamin, 2011, *Le 89 arabe: réflexions sur les révolutions en cours, dialogue avec Edwy Plenel,* Stock
- Tamzali Wassyla (dir.), 2012, *Histoires minuscules des révolutions arabes,* Chèvrefeuille étoilé
- Yazbek Samar, 2012, *Feux croisés : journal de la révolution syrienne,* Buchet-Chastel

REVUES :

Alternatives internationales, 2011 et 2012, nombreux articles, en particulier dans les n° 50 et 53
Confluences Méditerranée, n° 77, 2011, Révoltes arabes, premiers regards, L'Harmattan Confluences Méditerranée, n° 79, 2011, Bouleversements stratégiques dans le Monde Arabe, L'Harmattan
Confluences Méditerranée, n° 82, 2012, (à paraître), Processus électoraux en Tunisie et en Égypte, L'Harmattan
Contretemps, n° 11, septembre 2011
Monde diplomatique, 2011, Comprendre le réveil arabe (Manière de voir n° 117)
Moyen-Orient, 2011 et 2012, nombreux articles en particulier dans les n° 10 à 15
Politique africaine, n° 121, 2011, La Tunisie en révolution, Karthala
Politique africaine, n° 125, 2012, La Libye révolutionnaire, Karthala
Les Temps modernes, n° spécial, 2011, Soulèvements arabes, Gallimard

côtières, les plus riches en pétrole, majoritairement peuplées, elles aussi, de chiites. La crainte d'une ingérence de l'Iran à sans doute aussi joué dans la décision de la répression.

Yémen : une situation détériorée, malgré le départ du dictateur (janvier-novembre 2011).

Dès le départ de Ben Ali, des appels à manifester sont lancés à Sanaa, la capitale yéménite, et dans d'autres villes, notamment par une militante féministe, Tawakkul Karam (future prix Nobel de la paix 2011). Les manifestations pacifiques se généralisent dans tout le pays pour réclamer la démocratie, la fin de la corruption, une vie meilleure, le départ du président Ali Saleh... La répression se fait de plus en plus violente et culmine le 18 mars : 52 morts, des centaines de blessés. Cette date marque un tournant : de nombreuses personnalités rejoignent les contestataires (ministres, religieux, chefs de tribu, chefs militaires entrainant avec eux une partie de l'armée...). Les manifestations continuent, les affrontements armés se développent. Des négociation de sortie de crise sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) n'aboutissent pas. Le 3 juin Ali Saleh est blessé dans un attentat et doit aller se faire soigner en Arabie saoudite. La situation reste bloquée et Al-Qaïda dans la péninsule arabique renforce son implantation. Après son retour, fin septembre, Ali Saleh finit par accepter le plan du CCG et décide, le 23 novembre, de quitter le pouvoir. Le 21 février, le vice-président, est élu à la présidence pour un mandat intérimaire de 2 ans. La situation reste très confuse : le clan de l'ex-président Ali Saleh garde une certaine influence et continue ses manipulations, la rébellion tribale au nord-ouest du pays perdure, l'implantation d'Al-Qaïda se renforce...

Contestation et statu-quo en Algérie et au Maroc.

Les manifestations et émeutes de janvier (Algérie) et février 2011 (Maroc) n'ont pas entrainé le développement de processus révolutionnaires.

En Algérie, le pouvoir a manié la carotte des augmentations salariales (plus de 50% dans certains cas) et le bâton de la répression ciblée. Le souvenir de la décennie noire et des 100 à 150 000 morts de la guerre civile livrée par les islamistes au pouvoir a aussi été un facteur d'attentisme. Les élections législatives de mai 2012 ont conforté les partis nationalistes (FLN et RND) au détriment des islamistes.

Au Maroc, qui n'a pas les moyens financiers de sa voisine, le pouvoir a proposé quelques réformes constitutionnelles -qui ne diminuent en rien le pouvoir royal- qu'il a fait approuver par un plébiscite en juillet 2011. Les élections législatives de novembre 2011 ont vu la victoire relative des islamistes du Parti de la justice et du développement[4].

Pour conclure.

Personne ne s'attendait à la chute de Ben Ali et Moubarak dont les dictatures paraissaient bien installées. Aucune opposition structurée ne semblait pouvoir éliminer les deux "raïs". Seuls les islamistes, bien tolérés en Égypte, mais largement réprimés en Tunisie, disposaient d'une force organisée, les démocrates étant divisés en multiples chapelles concurrentes. Si des contestations ouvrières (Gafsa et le bassin minier en Tunisie, les travailleurs du textile en Égypte) se manifestaient périodiquement, elles semblaient incapables de provoquer un affrontement décisif avec les pouvoirs militarisés et corrompus.

Dans les deux cas, ce fut un soulèvement spontané contre la mal vie, contre l'arbitraire, contre l'autoritarisme, contre la corruption... déclenché par de jeunes chômeurs, souvent diplômés. Ce soulèvement fut rejoint petit à petit par divers groupes sociaux issus des classes moyennes et populaires qui s'agrégèrent autour d'un slogan rapidement devenu célèbre en Tunisie et ailleurs : *« Dégage ! »*. Les islamistes, totalement absents au départ, prirent le train en marche. Leur rôle fut minime en Tunisie, plus important en Égypte où, bien souvent, ils fournirent la logistique des manifestations de la place Tahir.

Dans les mois qui suivirent, les islamistes aux réseaux bien structurés prirent un rôle de plus en plus important et aux diverses élections pluralistes (constituantes, législatives, présidentielles), il occu-

Les pays du Monde Arabe (données 2011)

	Superficie*	Population*	Densité	TAAN°	ISF°	Esp.Vie*	<15 ans°	PIB (MM$)*	Évolution*	PIB/hab($)*	Dette(%PIB)*	Chômage+	IDH (rang)*
Algérie	2 382 000	36	15	1,40%	2,3	74	27,00%	183	2,90%	5000	10,00%	10,00%	96
Libye	1 760 000	6,4	4	1,80%	2,5	76	31,00%	71		10 900		30,00%	64
Maroc	447 000	32,3	72	1,30%	2,2	73	28,00%	102	4,60%	3 200	51,00%	9,00%	130
Mauritanie	1 026 000	3,5	3	2,40%	4,4	59	40,00%	4	5,10%	1 200	62,00%	30,00%	159
RASD	266 000	0,5	2	2,30%	4,3		39,00%						
Tunisie	164 000	10,7	63	1,20%	2,1	75	24,00%	49	0,00%	4 600	45,00%	13,00%	94
MAGHREB	6 045 000	89,4	15					409		4 575			
Égypte	1 001 000	82,6	84	2,00%	2,9	73	31,00%	232	1,20%	2 900	76,00%	10,00%	113
Soudan	186 1000	34,9	19	2,20%	4	64	38,00%	60	-0,20%	2 000		19,00%	169
Palestine	6 220	4,2	675	2,90%	4,6		43,00%	10		3 000		30,00%	114
Liban	10 000	4,3	430	1,50%	2,1	73	25,00%	41	1,50%	10 500	126,00%	9,00%	71
Syrie	185 000	22,5	122	2,20%	3,2	74	37,00%	65	-2,00%	3 050	27,00%	8,00%	119
Jordanie	89 000	6,6	74	2,70%	3,8	73	37,00%	28	2,50%	4 500	68,00%	13,00%	95
Irak	438 000	32,7	75	2,90%	4,7	69	43,00%	109	9,60%	3 300	42,00%	15,00%	132
Arabie Saoudite	2 150 000	27,9	13	1,70%	2,9	74	31,00%	560	6,50%	19 900	7,00%	11,00%	56
Koweït	18 000	2,8	155	1,60%	2,3	75	26,00%	171	5,70%	46 500	8,00%	1,00%	63
Bahreïn	700	1,3	1850	1,30%	1,9	76	20,00%	26	1,50%	23 400	34,00%	15,00%	42
Qatar	11 000	1,7	155	1,00%	2,1	78	14,00%	173	18,70%	98 000	28,00%	1,00%	37
EAU	84 000	8,1	96	1,20%	1,8	77	18,00%	358	3,30%	67 000	18,00%	2,00%	30
Oman	310 000	3,1	10	2,60%	3,3	73	24,00%	67	4,40%	21 700	4,00%	15,00%	89
Yémen	528 000	23,8	45	3,10%	5,3	65	45,00%	37	-2,50%	1 460	43,00%	40,00%	153
MACHREQ	6 691 920	256,5	38					1937		7 550			
Djibouti	23 000	0,9	38	1,90%	3,7	59	35,00%	1,3	4,80%	1 500	53,00%	59,00%	165
Somalie	638 000	9,9	15	2,80%	6,4	52	45,00%	?					
Comores	2 200	0,8	309	2,80%	4,8	62	43,00%	0,6	2,20%	850	41,00%	20,00%	163
OCEAN INDIEN	663 200	11,6	17										
MONDE ARABE	13 400 120	357,5	27					2350		6600			

TAAN : taux annuel d'accroissement naturel. ISF : indice synthétique de fécondité. PIB : produit intérieur brut. IDH : indice de développement humain Esp. Vie : espérance de vie. PIB (MM$) : produit intérieur brut (en milliards de $)
IDH : indice de développement humain (187 pays classés) Sources : * : Le bilan du Monde, 2012. ° : INED. + : Guidère M., 2012, Atlas des pays arabes.

pèrent souvent la première place (sauf en Algérie et en Libye), avec une différence importante : leur majorité fut écrasante aux législatives égyptiennes (65% des voix), relative en Tunisie (37% des voix) et au Maroc (27% des sièges)[4]. Il semble donc que les thèses islamistes aient moins de succès dans les pays du Maghreb qu'en Égypte et plus largement, semble t-il, au Proche-Orient. Néanmoins les pressions islamistes sont largement présentes au Maghreb, ainsi que le montrent les évènements récents en Tunisie (cf l'intervention de Habib Kazdaghli à notre université d'été et R&V n°346, ainsi que le témoignage sur l'Algérie de Saad Khiari dans Politis n° 1216).

Deux questions se posent au sujet des mouvements islamistes : leurs conceptions économiques et leur compatibilité avec la démocratie. Pour le premier point, il est clair depuis longtemps que ces mouvements ont des positions économiques libérales et que, aujourd'hui, ils s'insèrent très bien dans la mondialisation néolibérale, ainsi que le montrent les politiques économiques de l'AKP en Turquie, du PJD au Maroc ou de Ennahda en Tunisie (cf l'intervention de Fathi Chamkhi à notre université d'été) : ils se coulent sans problème dans les moules économiques des dictatures renversées !

Sur la question de la démocratie, la situation est beaucoup plus complexe et variable selon les époques, les mouvements et les personnalités. Il y a un fossé, que dis-je un océan, entre la position de l'AKP qui respecte les règles démocratiques en Turquie et celles des différents mouvements salafistes qui n'ont que mépris pour la démocratie ou de l'imam Ali Benhadj -ex numéro 2 du FIS algérien- qui déclarait en 1990 ou 1991 que *« la démocratie était haram »* (illicite) et que, si le FIS remportait les élections de décembre 1991, il n'y en aurait pas d'autres car *« la volonté de Dieu est supérieure à la volonté du peuple. »*

Alors, après le printemps arabe, va t-on vers un hiver islamiste ? Certains le craignent. C'est le cas de J.-P. Lledo, écrivain et cinéaste algérien d'obédience marxiste, marqué par la guerre civile qui a ensanglanté son pays entre 1991 et 2000, qui vient d'écrire un ouvrage intitulé *Révolution démocratique dans le Monde Arabe; Ah ! Si c'était vrai*. D'autres sont d'un optimisme béat et disent que les islamistes, qui n'ont été pour rien dans le déclenchement des révolutions arabes, ont déjà perdu la partie. Je crois que la réalité est beaucoup plus nuancée selon les pays et le futur incertain. Aujourd'hui, beaucoup s'accordent pour dire qu'un passage au pouvoir des islamistes dans les pays arabes est incontournable. La question est donc quel type de pouvoir : dictatorial, théocratique et sans alternance possible comme c'est le cas de la « mollahrchie » iranienne (c'était aussi le projet du FIS algérien) et c'est aussi le projet de différents groupes salafistes, ou démocratique permettant une alternance ? Cela me semble être un enjeu essentiel de la période présente, et ce qui se passe actuellement en Tunisie est fondamental.

Aussi, je conclurai en citant Samir Amin[9] *« Le défi, pour être surmonté, exige l'abandon définitif des illusions passéistes, c'est-à-dire de toute perspective « d'islamisation de la société et de la politique »*. Non pour se rallier à une occidentalisation de pacotille, au demeurant elle-même compatible avec *« l'islamisation »* en cours, mais au bénéfice d'une libération des capacités inventives des peuples arabes (orientées vers l'invention de l'avenir et non le retour *au passé), nécessaire pour leur permettre de devenir des agents actifs dans le façonnement de leur avenir avec et aux côtés des autres peuples en lutte contre le capitalisme/impérialisme dominant. »*

Ce qui se passe depuis près de deux ans dans le Monde Arabe est un processus long qui durera sans doute des dizaines d'années -et non pas des centaines, comme le craint J.-P. Lledo- avant que ne se mettent en place des systèmes démocratiques. Et ce sujet, au-delà des dramatiques évènements syriens, irakiens et autres, restera à la une de l'actualité internationale et plus que jamais, les démocrates des pays arabes -largement minoritaires aujourd'hui- auront besoin de notre soutien militant. ■

Jacques FONTAINE

1. M. Guidère, 2012
2. A. Youssi, Le Monde, 22/23-07-2012
3. *R&V*#320
4. *R&V*#335
6. *R&V*#346
7. *R&V*#332.
8. J. Fontaine, 2012, in Porteilla et Lanier
9. *« Le Monde Arabe dans la longue durée »*, 2011

ALTERNATIFS

UDT

LE CAS SYRIEN

Notes à partir de l'exposé de Fouad Alkatrib, universitaire à Grenoble.

Vers la Syrie actuelle

La Syrie est née de la révolution contre l'Empire Ottoman pour créer un royaume uni arabe. Mais ce sont les colonisateurs français et les britanniques qui s'en emparent et divisent l'ensemble en plusieurs états dont la Syrie actuelle, l'Irak actuel, la Jordanie etc… La Syrie est sous protectorat français jusqu'en 1946. Une région a été cédée à la Turquie (après la chute de l'empire ottoman en 1924.

Après l'indépendance, en 1947, les frontières restent inchangées. C'est la bourgeoisie qui mène et gère l'indépendance. L'armée française se retire 1947. Le mouvement des « frères musulmans » se forme un peu plus tard. Il y a un parti communiste syrien. Le régime est une forme de démocratie pendant 3 ans : des élections ont lieu , il y a des médias libres… La population est constituées des kurdes (10 à 15%) et des arabes, de minorités : assyriens, chrétiens et des musulmans (sunnites, chiïtes : allaouïte, ismaëliens, et autres….) Les partis au pouvoir sont composés de politiques et de représentants de la mosaïque religieuse et ethnique.

Un coup d'Etat militaire, un deuxième puis un troisième mettent le pays sous régime militaire.

En 1956 nouveau coup d'état instaure une nouvelle démocratie plutôt conservatrice. En 1958 la classe politique appelle à l'union avec Nasser plutôt qu'avec l'Irak. Cela jusqu'en 1961 où a lieu un nouveau coup d'Etat ; la Syrie se dégage alors de l'alliance avec Nasser. En mars 63 l'armée amène le parti Baas au pouvoir. La fraction agissante est issue de minorité religieuse et des militant-e-s de la campagne pour un nationalisme arabe; mais est arrivée au pouvoir par l'armée et une fraction des nasseriens, le PC restant neutre. Le parti Baas est composé de plusieurs courants. En 66 la tendancev adicale prend le pouvoir. Mais, la guerre avec Israël est perdue et le pouvoir se divise. Les civils dans le parti Bas accusent l'armée (dirigé par El-Assad, le père) de ne pas avoir gagné et d'être à la solde de l'impérialisme

L'Etat autoritaire

El-Assad organise un coup d'Etat et en 1970 il devient le chef de l'Etat. Les années précédentes une politique radicale de gauche avait été menée avec notamment un repeuplement des villes, la séparation de l'Etat et des religions. Arrivé au pouvoir, EL-Assad donne aux islamistes les moyens d'apparaître. La guerre du Liban crée des tensions. EL-Assad ne peut rien faire sans les USA, sans le parti communiste. Mais le PC se divise, entre la partie nationaliste arabe et les alliés d' El-Assad et du Baas. Assad militaire pauvre du parti Baas, homme autoritaire; ne croit pas à la démocratie dont la diversité du pays semble

UDT

pourtant être l'esquisse. Il restructure l'armée et les services policiers et sécuritaires, d'un état progressiste à un état policier, il implique l'armée dans la gestion de l'Etat, la corruption est généralisée. Avec lui, l'Etat est non seulement corrompu mais également corrupteur. Les frères musulmans favorables à son arrivée pour lutter contre l'état progressiste déchantent. La Jordanie les protège avec l'accord des USA . Ils sont divisés entre civils et militaires mais prêchent le renversement du régime militairement ce qui a lieu en 1979 Les forces laïques et démocratiques se regroupent contre le régime et contre les frères musulmans. Hafez el-Assad l'emporte finalement et réprime, il y a des milliers de prisonniers politiques. En 1994, 95 le regroupement progressiste crée des ONG pour continuer à agir .

La Syrie aux mains de Bachar, la révolution syrienne.

El- Assad père meurt c'est Bachar, son fils cadet, qui lui succède. Un espoir se lève. Bachar devait apporter le printemps syrien. Mais il a chaussé les bottes du père. En 2003 les USA arrivent en Irak. Le régime syrien refusait cette invasion . Il a refusé de chasser les dirigeants palestiniens, reste fidèle au Hesbollah, à l'Iran. C'est alors que les USA ont commencé à parler de l'AXE du Mal et que le régime syrien a aidé les opposants irakiens : les islamistes, les nationalistes. Les USA voudraient éliminer le régime syrien. Plutôt que de recourir à la guerre ils procèdent à son isolement économique. Harriri est assassiné au Liban et les médias, l'opinion internationale, en reportent la responsabilité sur la Syrie. Cette pression occidentale oblige la Syrie a retirer son armée du Liban, à reconnaître l'Etat libanais et à reprendre des relations diplomatiques avec lui.
Il reste des alliés au régime syrien : l'Iran, la Palestine, le Hesbollah (parti islamiste chiïte) . En 2006 l'occident espère couper la Syrie de son allié mais le Hesbollah résiste à Israël ce qui donne du poids au régime syrien. Le régime marque donc des points sur le plan international mais à l'intérieur la corruption et la répression augmentent. La main mise des clans sur l'économie, plus des pressions occidentales à l'intérieur pour casser le gouvernement, tout cela crée un climat délétère de misère sociale et d'insécurité. L'imprévu c'était le printemps arabe, surtout celui d'Egypte, ce grand frère du monde arabe. Les syrien-ne-s l'observent de près et le 15 mars 2011, c'est le printemps syrien à Damas. Le régime qui a toujours voulu et prôné la corruption, ne prend pas de gants et traite les étudiants de manière atroce.
L'autorité militaire et civile utilise la manière forte. L'opposition n'est pas assez organisée pour participer à la révolution mais elle est présente. L'opposition en exil est puissante La révolte n'est pas pilotée de l'extérieur même si les USA et les occidentaux rejettent le régime de Bachar. La révolte est menée de l'intérieur : la population en a assez de la corruption, de l'injustice et de la répression policière. La révolution s'est militarisée poussée par la politique tyrannique du régime : Armée Libre Syrienne (ALS) d'abord pour protéger les habitants puis celles et ceux qui se sont engagées dans cette armée. Comme il faut de l'argent pour armer les nouveaux venus ce sont la Turquie, l'Arabie Saoudite et la Qatar (bien sûr sous influence des USA) qui fournissent. Ce n'est plus une simple révolution syrienne mais un conflit régional qui tend à devenir international. Le CNS (qui est composé largement de frères musulmans en exil et de tous ceux qui peuvent aider au renversement) agit de l'extérieur et est donc aidé par les occidentaux qui préfèreraient écarter les opposants de l'intérieur, c'est-à-dire les citoyen-ne-s.
Parmi les questions abordées pendant le débat ; le rôle du Veto chinois et russe est très important car il protège la Syrie d'une intervention pro-américaine comme cela s'est fait en Irak et en Afghanistan: Le projet des USA est de dissoudre l'armée classique de Bachar El-Assad, casser sa position de « non-aligné » et rejoindre celle des pays arabes alliés à l'Occident, pour que la Syrie ne combatte plus Israël, enfin, assurer leur présence aux portes de l'Asie et de la Russie d'où l'enjeu géostratégique du véto pour ces deux pays.
L'Opposition syrienne : A l'intérieur, toutes les forces démocratiques ont formé le comité national démocratique pour le changement par la voix pacifique (CNDCP) mais il n'est pas soutenu par l'extérieur (notamment pas par le CNS) et rejeté par les américains et les occidentaux qui ne discutent qu'avec le CNS. ■

Les Alternatifs ont eu le plaisir d'accueillir Fathi Chamkhi dans le cadre de leur université d'été à Méaudre. Nous publions une interview et deux comptes rendus d'ateliers dans lesquels il est intervenu.
Fathi Chamkhi est universitaire, porte-parole de RAID (Membre des réseaux ATTAC et CADTM) Tunisie. Il est également membre du comité d'organisation local du Forum social mondial, qui se déroulera du 23 au 28 mars 2013.

Pourrais-tu nous présenter les caractéristiques de l'économie tunisienne avant la révolution ?

L'année 1986 est l'aboutissement de la crise globale du modèle économique et social en Tunisie. A partir de 1956, la transition nationale et démocratique tente de rompre avec le modèle colonial et de conquérir une souveraineté économique et politique, le pays se dote d'une monnaie locale et d'une banque centrale.
Trente ans plus tard, c'est l'échec. Celui-ci est dû à la conjonction de deux facteurs, à des causes intrinsèques en rapport avec la direction politique dominée par la bourgeoisie locale et à la sortie négociée avec le pouvoir colonial, par exemple le rachat des terres accaparées par les colons plutôt que leur réquisition.
En juillet 1986, la crise débouche sur la mise en place d'un plan d'ajustement structurel sous l'injonction des institutions internationales. En novembre 1986, un coup d'Etat téléguidé intervient pour assurer la stabilité du nouveau modèle qui ne tarde pas à s'attaquer à l'administration et aux services publics. Cela se traduit par une économie de type coloniale avec la concession de secteurs économiques entiers, comme le tourisme, le textile et la mécanique au capital étranger et cela s'accompagne d'un renforcement de la répression vis-à-vis de la population. Les frais d'exploitation sont supportés par le pays et les bénéfices accaparés par les entreprises étrangères qui sont totalement exonérées de cotisations sociales et de taxes sur les bénéfices. Il s'agit avant tout de générer de la croissance et du profit au détriment des services publics et des droits sociaux. L'Etat est affaibli et mène des politiques d'austérité. La marchandisation des services accroît les problèmes de santé et provoque une grave crise sociale, il en résulte des problèmes d'emploi et la pauvreté s'accroît.

L'Etat sélectionne des secteurs géographiques et d'activité qui sont intégrés à l'économise mondiale comme la mécanique de pointe, thalassothérapie, etc. installés principalement sur la côte et abandonne le reste du pays. C'est ce qui explique que ce sont les régions intérieures qui se sont

révoltées les premières en 2011. Le travail informel s'est développé dans les zones délaissées alors que le pays connaissait une croissance de 5 % par an. Alors que la révolution éclate, le peuple tunisien découvre la réalité. Le « miracle tunisien » salué par les institutions internationales et les puissances occidentales, s'il se traduit par de bons résultats au niveau économique se réalise avec une sérieuse contradiction : la dictature. Depuis 1984, alors que le revenu du capital s'est accru de 190 %, les salaires ont stagné voire légèrement baissé. Ce ne sont pas les tunisiens qui ont bénéficié dudit « miracle économique ». L'indicateur de développement humain (IDH), la Tunisie est passé du 78e rang en 1993 au 94e rang en 2010.

Quelles sont les réponses politiques à la poussée contre-révolutionnaire des islamistes et à la politique libérale qu'ils mènent ?

Ce sont essentiellement les classes populaires qui ont fait irruption et qui ont été les acteurs de la révolution. Ce qui a manqué principalement, c'est une propre direction politique dans le sens d'organisations se mettant au service du mouvement, celui-ci est donc resté sans boussole. Le Conseil de sauvegarde de la révolution ne s'est pas mis au service du mouvement et a été coopté par le gouvernement de transition. Dans ces conditions, la première urgence consiste à apporter des réponses politiques. A cet égard, la dynamique de construction d'un front regroupant des forces de gauche et des indépendants (associatifs, personnalités reconnues) est importante. Outre les cinq partis déjà réunis dans le cadre du «Front populaire du 14 janvier » , en l'occurrence le Parti des Travailleurs Tunisiens (PTT, ex-PCOT), le Parti Populaire pour la Liberté et le Progrès (PPLP), le Parti du Militantisme Progressiste (PMP), le Mouvement Baâth et le Mouvement des Patriotes Démocrates (MOPAD/ le groupe dissident conduit par Jamel Ben Lazher qui est né d'une scission du parti d'extrême gauche éponyme dirigé par Chokri Belaïd), six autres formations viennent de rallier cette alliance, il s'agit du Parti de l'Avant-garde Arabe et démocratique (PAGAD), du Mouvement des patriotes Démocrates (le parti présidé par Chokri Belaïd), du Parti Tunisie Verte, de la Ligue de la Gauche Ouvrière, du Parti du Travail Patriotique et Démocratique et du mouvement du Peuple. Des négociations ont été également entamées avec le Mouvement des Démocrates socialistes dirigé par Ahmed Khasskhoussi et avec le courant réformiste du Parti Démocrate Progressiste. Le Front tiendra un congrès en septembre et se dotera d'une plate-forme et d'une coordination. Il ne sera pas (uniquement) un instrument uniquement électoral. Il devra agir et être à coté du processus révolutionnaire, se mettre au service de la révolution. Les analyses existent, les revendications sont présentes mais il est nécessaire de construire une alternative et de donner une orientation.

N'y a-t-il pas contradiction entre le projet islamiste et le processus de sécularisation (*) ancien en Tunisie ?

Il y a une contradiction très forte. Premièrement, le projet islamiste rétrograde et conservateur est à moyen terme inacceptable pour une forte majorité de la population. Deuxièmement, il faut savoir que le passage des islamistes au gouvernement était quasiment inévitable, comme une sorte de point de passage obligé. Troisièmement, dans une conjoncture terrible, leur réponse est celle d'une politique néolibérale, elle ne sera pas à la hauteur des problèmes et cela provoquera des réactions. ■

Propos recueillis le 25 août par Bruno DELLA SUDDA et Richard NEUVILLE

(*) Le processus de sécularisation, bien connu en Europe où il a été amorcé dès le XVIII° siècle, est la mise à distance progressive de la société avec la mainmise religieuse sur celle-ci, en corrélation avec la transition démographique vers un faible indice moyen de fécondité et une élévation du niveau éducatif moyen de la population.

Intervention de Fathi Chamkhi dans l'atelier

« Question économique et sociale dans les révolutions arabes » : Le cas de la Tunisie

A peine sortie de la domination ottomane, la Tunisie s'est retrouvée sous le joug colonial de la France. A partir de 1956, il y a eu des tentatives nationalistes de sortie mais le pays est resté sous influence coloniale. Globalement, ces expériences ont été un échec.

Dans les années 80, il y a eu un ralliement au modèle néolibéral. On ne peut parler d'économies locales mais d' « économies coloniales ».

En Tunisie, sur les 8 000 entreprises de tailles moyennes ou grandes, un tiers est contrôlé par du capital étranger et emploie un peu plus de 50 % de la main d'œuvre. Les entreprises dont la part de capital étranger est comprise entre 21 % à 100 % emploient 35 % de la main d'œuvre.

Au cours des cinq années qui ont précédé la banqueroute de 1986, le taux de croissance était de 2,8 % et au cours des cinq années qui ont précédé la révolution, ce taux était de 4,2 %. Par conséquent, la révolution ne peut s'expliquer par une raison économique. D'ailleurs, le parti au pouvoir, Ennahdha, explique aujourd'hui que la Tunisie était bien gérée. Or, seuls 21 % des tunisien-ne-s actifs avaient un emploi fixe ; 18,3 % étaient au chômage et 60 % étaient en sous-emploi, il y avait donc un chômage structurel élevé et le sous-emploi a explosé sous la dictature.

Le moteur de la révolution a été la pauvreté, un tiers de la population était sous le seuil de pauvreté. L'évolution de la situation économique rendait impossible l'insertion des jeunes, dont beaucoup sont diplômés, sur le marché du travail.

Aujourd'hui, les forces contre-révolutionnaires ne remettent pas en cause l'héritage de la dictature. Elles ont négocié un plan d'ajustement structurel avec les institutions internationales. La Tunisie demeure dans une économie coloniale. Le pouvoir actuel essaie même de revenir sur les libertés et certains acquis démocratiques. Il existe des contradictions importantes. ■

(Prise de notes Richard Neuville)

Madame, monsieur, pour fêter les 44 ans de l'indépendance du Swaziland, faîtes vous offrir et offrez :

La Carte d'adhérent 2012 des Alternatifs

Le 6 septembre 1968, le Swaziland devient indépendant. Depuis, les Swazis subissent une dictature. Mais les pratiques de Mswati III intéressent moins nos journalistes que Chavez.

UDT

Intervention de Fathi Chamkhi dans l'atelier sur « la dette » : le cas de la Tunisie.

La dette de la Tunisie existe depuis 150 ans. Elle a servi à préparer la colonisation. L'essentiel de l'économie est sous contrôle étranger, il s'agit d'une économie de type coloniale. Au cours de la période (1956-1987), la Tunisie a essayé de se défaire de cette dépendance dans le cadre de la transition nationale démocratique. En 1959, il y a eu une reconquête de la souveraineté avec la création de la Banque centrale. A partir de 1987, la recolonisation de la Tunisie a été entreprise sous l'ère Ben Ali. Pendant 23 ans, le « miracle économique » a permis d'atteindre un taux de croissance moyen de 5 %. Cela n'a été possible qu'avec une main d'œuvre bon marché, l'exonération totale des cotisations sociales et des bénéfices des entreprises étrangères. L'Etat empruntait des devises pour permettre aux entreprises étrangères de rapatrier les bénéfices réalisés en dinars.

La révolution tunisienne est née du rejet du benalisme. Ben Ali n'était que le bras armé du capital. Aujourd'hui, les tunisiens ne comprennent pas que l'exclusion du dictateur ne règle pas la situation.

Pour les puissances occidentales, il était nécessaire d'arrêter au plus tôt le processus révolutionnaire et elles ont entrepris rapidement des négociations avec les islamistes. L'administration américaine, de manière inédite, est même allée jusqu'à apporter sa garantie un prêt. La France détient 14 % de la dette tunisienne. Il y a eu une bagarre pour mettre la question de la dette au cœur de la lutte et de l'élection du 23 octobre 2011.
Aujourd'hui, on ne peut être stupéfait quand le ministre de l'agriculture déclare qu'il faut en finir avec le subventionnement des produits de base car cela représente un montant de 1,5 milliard de dinars. D'autant plus si on le compare au montant de la charge de la dette qui s'élève à 4,5 milliards de dinars.

Ennahdha explique qu'il n'y a pas d'autre politique possible et qu'il faut poursuivre celle de Ben Ali qui a donné des résultats et qu'il faut respecter les échéances du remboursement de la dette. ■

Prise de notes Richard NEUVILLE

CALENDRIER DES ALTERNATIFS

samedi 22 et dimanche 23 septembre
Coordination des Alternatifs
40, rue de Malte Paris 11e.

samedi 17 et dimanche 18 novembre
Congrès des Alternatifs, Paris

LES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES EN ARGENTINE

Nils Solari est traducteur, journaliste indépendant et membre de l'Acrimed (association de critiques des médias). Il se réjouit d'avoir été invité par les Alternatifs. Il ne souhaite pas nous présenter les entreprises récupérées comme un monde merveilleux mais annonce un «exposé désenchanté».

Le phénomène des entreprises récupérées est apparu dans un pays qui a connu, il y a dix ans, une crise majeure. Le consensus de Washington imposé par le FMI contraignait le pays à une réforme fiscale, une libéralisation financière, une libéralisation des échanges avec une parité du pesos et du dollar. Cela a conduit à une dérégulation des marchés, une privatisation à outrance, une déstructuration des bassins d'emploi (chômage, flexibilisation), une fragilisation des protections sociales : 50% de la population vivait sous le seuil de pauvreté (pauvres et indigents). Plusieurs entreprises furent anéanties par la macroéconomie néolibérale (parfois assortie de manœuvres frauduleuses de certains patrons) En l'absence (ou quasi) d'un système d'indemnisation du chômage pour maintenir leur dignité, les victimes ont voulu récupérer leur entreprise.
Une entreprise récupérée n'est ni transmise ni reprise ; pour pouvoir utiliser le terme «récupérée» il faut que l'entreprise ait été en faillite ou sur le point de fermer, qu'elle ait été occupée par les employé-e-s qui souhaitaient la remettre en marche et que cette occupation ait été illégale donc, généralement réprimée par les forces de l'ordre. Le processus est le suivant : suspension d'activité, licenciements, retrait des machines, mobilisation des ouvrier-e-s, solidarité du voisinage, occupation illégale, expulsion par la force. Les ouvrier-e-s qui veulent percevoir leurs salaires entrent en conflit avec les actionnaires qui attendent de se partager les restes ; la justice peut trancher en faveur des ouvrier-e-s et décider du prolongement de l'activité. L'entreprise peut alors se restructurer en coopérative de façon pérenne ; ainsi certaines poursuivent leur activité depuis 2001-2002.
Ces récupérations ont lieu dans l'indifférence voire l'hostilité car les syndicats qui parfois ont pactisé avec l'État et rallié Menem voient leur influence concurrencée par ce processus de récupération. De plus, les entreprises récupérées génèrent leur propre système de défense de leurs droits et promeuvent leur modèle auprès de l'État.
Le phénomène des entreprises récupérées en Argentine est hétérogène. Il concerne surtout la métallurgie mais existe aussi dans des domaines aussi variés que les raffineries, l'alimentation, le textile, les transports, la santé, l'hôtellerie de luxe... il s'agit surtout de petites entreprises (pecenias). Il a permis de conserver 10 000 emplois et en a généré 2 400 ; ça ne représente qu'1% de la population, mais a une grande 'incidence politique.
Une fois émancipées, les entreprises récupérées rompent avec les paradigmes productivistes classiques. 20 à 60% des capacités sont exploitées selon les cas : la logique n'est plus la même, il ne s'agit pas prioritairement d'être compétitif. L'UST au sud de Buenos Aires, a choisi d'allouer 50% de ses profits à la rémunération de ses coopérateurs, 25% à l'amortissement des machines et

au réinvestissement et 25% au développement culturel.
Car les entreprises récupérées innovent socialement et culturellement :
- organisation horizontale, les décisions sont prises en assemblée générale,
- quasi égalité salariale,
- réciprocité dans la solidarité avec le quartier,
- ouverture d'un dispensaire,
- construction d'un gymnase, d'un terrain de foot,
- organisation d'une banque de micro crédit,
- organisation d'un système de prêt entre entreprises récupérées,
- mise en place d'un marché agricole à moindre coût,
- récupération des savoirs traditionnels (médecine).
Cas particulier des imprimeries récupérées : face au monopole du papier (associé aux médias et aux intérêts politiques) elles se sont organisées en réseau au lieu de se concurrencer et se transfèrent le savoir. Ce sont elles qui sont devenues une force politique.
Pourtant, on observe des difficultés :
- les employés sont obligés de s'auto-exploiter car les rendements sont souvent très insuffisants,
- certain-e-s travaillent en dilettante ou s'autorisent à s'absenter,
- face à eux-elles, d'autres font preuve d'autoritarisme,
- il est difficile à certain-e-s de prendre la parole dans les assemblées donc d'entraîner l'adhésion,
- il est nécessaire de gérer des domaines dans lesquels on n'est pas compétent (on ne s'improvise pas commercial-e quand on est ouvrier-e)
- les plus ancien-e-s aspirent davantage à la retraite qu'à la révolution,
- les rapports ont tendance à se hiérarchiser à nouveau,
- les personnes nouvellement recrutées n'ont pas toujours une culture de l'autogestion et n'ont pas conscience du processus à l'œuvre.
D'autre part, les entreprises récupérées peuvent se faire récupérer : un gestionnaire fort de son talent a prétendu ainsi gérer diverses entreprises récupérées mais il y a étouffé toute velléité radicale et les a réorientées vers le productivisme.

Après l'exposé :
Les entreprises autogérées ne sont pas reconnues dans leur spécificité, elles sont classées avec les coopératives. Elles n'ont pas de protection sociale.

Quelle est la place des femmes ? Dans cette société machiste, il faut faire un saut qualitatif, ça prend du temps.
Contrairement au Brésil, où l'Église est aux côtés des Sans Terre, en Argentine, l'Église (qui avait pactisé avec les dictateurs) est très conservatrice. Les citadin-e-s sont plutôt anticléricaux/cales. ■

L. BERNARDI

Bibliographie : Maxime Quijoux Argentine, néolibéralisme et autogestion. Naomi Klein The Take (hagiographie de l'autogestion). A paraître en décembre le dernier ouvrage de Maxime Quijoux et Nils Solari.

AMÉRIQUE LATINE ET INDIENNE

UDT

Intervention de Franck Gaudichaud, docteur en Science politique et maître de conférence en Civilisation hispano-américaine à l'Université Grenoble 3 (ILCEA) ; membre du Comité de rédaction de la revue Dissidences et de l'association « France Amérique Latine ». Il a notamment coordonné « Le Volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine », Textuel, 2008.

Franck Gaudichaud a décliné son intervention en quatre points : relations entre le sous-continent et le reste du monde (caractérisation de l'impérialisme), les luttes sociales, le tournant à gauche et les alternatives (qu'il a mis en discussion).

Un impérialisme contesté mais toujours dominant

En Amérique du sud, il existe incontestablement une crise d'hégémonie de l'impérialisme et du néolibéralisme. Le modèle de domination y est contesté depuis un peu plus d'une décennie.
Après la période des dictatures (1964-1989), au cours de laquelle les recettes néolibérales ont été expérimentées (Chili, Argentine), il y a eu une nouvelle phase de domination au cours des processus de démocratisation. Ces politiques ont accru les inégalités et la région demeure aujourd'hui la plus inégalitaire du monde. A partir des années 90, les luttes sociales se sont développé, dont le point de départ a été la lutte des zapatistes en 1994 au Mexique contre l'entrée en vigueur de l'ALENA. Depuis 1998, avec la victoire d'Hugo Chavez au Venezuela, il y a des expérimentations et la construction d'alternatives dans un certain nombre de pays (Bolivie, Equateur, Venezuela).

Si l'impérialisme US s'est trouvé affaibli, il conserve un contrôle hémisphérique et une ré-articulation des forces est en cours. Malgré l'échec de l'ALCA (Accord de libre-échange des Amériques) à Mar del Plata (Argentine) en 2005, les Etats-Unis sont parvenus à conclure des accords bilatéraux avec le Chili, le Pérou, la Colombie et régional avec l'Amérique centrale (CAFTA). Les enjeux aujourd'hui portent sur le contrôle de l'eau et la biodiversité, ainsi que les minerais.
Il n'y a pas eu de recul militaire US en Amérique latine, le déploiement de bases militaires en Colombie et au Paraguay l'atteste, de même que la réactivation de la 4e flotte US sous la présidence d'Obama. Les putschs au Venezuela (2002), au Honduras (2009) et au Paraguay (2012) le démontrent également.
L'impérialisme européen (notamment les entreprises espagnoles, françaises et italiennes) a été le principal bénéficiaire des politiques néolibérales avec la prise de contre des services publics privatisés. De son coté, la Chine est très active en Amérique du sud, elle vient de signer d'importants accords avec le Mercosur. Le

LES ALTERNATIFS

UDT

Venezuela souhaite que la Chine devienne son principal client au niveau du pétrole. Par ailleurs, les multinationales brésiliennes dominent de plus en plus le sous-continent et le Brésil peut être qualifié de sous-empire dans la région.

Un renouveau des luttes sociales

Alors que le mouvement ouvrier a été écrasé dans de nombreux pays sous le joug des dictatures, l'émergence des mouvements indigènes à partir des années 90 (Zapatistes au Mexique, CONAIE en Equateur, MAS en Bolivie, etc.) va jouer un rôle essentiel dans le renouveau des luttes contre le modèle de domination capitaliste. Il existe aujourd'hui une diversité importante de sujets révolutionnaires en Amérique latine et indienne (mouvements paysans sans terre, les sans-toits, sans-emplois, féministes, etc.). Ces luttes ont contribué largement aux changements politiques en cours.

* ALBA : Alternative bolivarienne pour les peuples d'Amérique (Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, Dominique, Équateur, Honduras, Nicaragua, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Venezuela) créé en 2004 par le gouvernement bolivarien du Venezuela.

** MERCOSUR : Marché commun d'Amérique du sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela) créé en 1991. Le Venezuela l'a intégré en juillet 2012.

*** UNASUR : Union des nations sud-américaines (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Surimane, Uruguay, Venezuela) créée en 2008.

POEME

UNIVERSITES D'ETE

Au revers de la mémoire et de l' oubli s'inscrit,
de Méaudre à Notre Dame
des Landes, notre chapiteau nomade
et le copain chante «Bella Ciao» (l'an dernier)
et l'on se souvient, son souffle, son poing levé,
Henri, Jean-Paul et JJB,
on porte ce secret secret
dans le chant partagé,
prolongement
d'un silence fredonné à l'autre,
tranquille obstination.

Claude VANCOUR, VIII 2012.

Le prochain recueil de poèmes de Claude Vancour (alias Vladimir Claude Fisera), «Blasons des corps étreints» paraitra en octobre 2012 aux éditions de La Bartavelle.

32 000 euros

Ça avance ! Avec 32 000 en euros des dons reçus fin août 2012 pour la souscription législatives des Alternatifs. Il s'agit d'éponger le déficit de 54.000 Euros lié à notre présence aux législatives. Les dons continuent à nous parvenir. Leur montant est parfois important. Mais chaque don, petit ou gros, sera utile.

COMMENT AIDER ?

Adresse d'envoi : Les Alternatifs souscription , 40, rue de Malte 75011 Paris
Chèques à l'ordre de l'Association de Financement des Alternatifs (les dons ouvrent droit à déduction fiscale 66% pour les heureuses/eux contribuables !)
S'abonner, se réabonner à «Rouge et Vert» est aussi un acte concret de solidarité !

Suite de notre Tour de France des centrales atomiques à fermer au cours du quinquennat – ETAPE 3 : Civaux, en Poitou-Charentes

Pourquoi il faut fermer tout de suite la centrale nucléaire de Civaux !

En guère plus de 10 ans de fonctionnement, la centrale de Civaux a cumulé les superlatifs et… les soucis. Ses deux réacteurs, les plus récents du parc nucléaire français et les plus puissants du monde sur le plus petit cours d'eau, ont déjà produit, outre moult déchets et effluents radioactifs, au bas mot 300 tonnes de combustibles irradiés – un legs infâme pour les générations à venir. A ce seul titre, comme toutes les centrales nucléaires, elle mériterait déjà d'être fermée. Mais...

Il faut fermer Civaux car... construite pour de mauvaises raisons, au mauvais endroit, elle n'aurait jamais dû voir le jour !

Un dossier EDF de 1974 excluait toute implantation de centrale nucléaire en Poitou-Charentes en raison des débits d'étiage trop faibles des rivières. Mais que valent logique et bon sens face à un poids lourd politique qui, à la fois président de Conseil général et ministre de l'Industrie, ramène dans le giron des chefs d'entreprises locaux « une divine surprise » ?

Confronté aux problèmes hydrologiques annoncés, le projet (1981) de 4 réacteurs de 1300 MWé patine : ses étapes administratives s'étalent sur 16 ans. Il passe à 2 réacteurs (1982) et obtient en 1987 un permis de construire pour 2 tranches du nouveau palier N4 (1450 Mwé), le même qu'à Chooz. C'est trop pour la Commission d'enquête, qui juge les limites de rejets demandées « incompatibles avec les débits de la Vienne ». Qu'à cela ne tienne ! EDF s'engage à soutenir les débits en augmentant le volume de sa retenue d'eau de Vassivière, en amont de Civaux, obtient ses autorisations (1995) et n'en finit pas de galérer depuis le démarrage de la première tranche (1997) car sa technologie n'est pas au point et les deux réacteurs sont construits sur un oued capricieux, capable de fortes crues et surtout d'étiages sévères (débit d'août 1949 : 1,3m^3/s !).

Entre sa mise en service industrielle (MSI, 2002) et le renouvellement très avantageux de ses autorisations (2009) visant à lui permettre d'utiliser un combustible plus enrichi (4 % d'uranium 235 au lieu de 3,4 %) et d'allonger ses cycles d'exploitation entre deux arrêts, la centrale avait déjà dépassé les volumes annuels en eau qu'elle était autorisée à prélever. Elle va maintenant se trouver confrontée à des problèmes certains avec l'augmentation de 30 % à prévoir de ses rejets en tritium : le débit moyen de la rivière connaît en effet une baisse sensible depuis plusieurs années, or les besoins en eau augmentent avec les « performances » des réacteurs.

Le régime particulier de la rivière pourrait n'être qu'un inconvénient pour l'exploitant. Mais il a de multiples incidences sur le fonctionnement de la centrale, dont il compromet la sûreté (et la rentabilité, mais ce n'est pas notre affaire). L'année 2011 illustre encore l'exercice de corde raide auquel Civaux doit se livrer : fonctionnement à régime réduit avec multiplication des transitoires qui sont des moments délicats, générateurs de risques et d'effluents ; impossibilité de maintenir deux réacteurs en fonctionnement simultané ; prise d'eau plusieurs fois obstruée ; contraintes sur les rejets pendant des mois ; bacs de stockage pleins, recours aux réservoirs de secours et rejets exceptionnels malgré les faibles débits ; engorgement, fuites et, au bout du compte, contamination sérieuse de la nappe phréatique pour cause de rétention non étanche…
Civaux prétend avoir une marge de manœuvre pour son alimentation en eau de refroidissement ; elle n'en a guère pour la gestion de ses effluents. Que se passerait-il en cas d'incident et a fortiori d'accident grave survenant lorsque les réservoirs de stockage sont pleins ? Comment stockerait-on et évacuerait-on les eaux fortement chargées de radioactivité s'il fallait refroidir un réacteur endommagé ?

Il faut aussi rappeler qu'en fonctionnement « normal », les effluents radioactifs et chimiques de la centrale, chargés de produits mutagènes et cancérigènes, sont rejetés dans la rivière Vienne, unique source d'alimentation en eau d'une partie du département et en particulier de la ville de Châtellerault, qui compte à elle seule plus de 33 000 habitants !

Un autre aspect de la sûreté concerne la présence en amont de Civaux de barrages asservis aux besoins de la centrale en étiage, et qui assurent un débit minimum de la Vienne. La rupture du plus grand, Vassivière, a été prise en compte dans les risques d'inondation, mais qu'en serait-il en cas de délestage nécessaire des barrages en aval, sachant qu'ils sont remplis de sédiments et que la moindre chasse occasionne un risque de colmatage de la prise d'eau ?
Il faut fermer Civaux car... d'avis autorisé, sa technologie n'est pas sûre !

POLLUEUR IRRESPONSABLE ?

En 2007, lors de sa mise en fonctionnement, l'entreprise « Recycarbo » de Laroque d'Olmes (Ariège), qui devait traiter les eaux souillées par des hydrocarbures, a bénéficié des exonérations fiscales et sociales dans le cadre du BER (Bassin d'Emploi à Redynamiser).
Cette entreprise appartenait au groupe « AUREA » et à sa filiale « ECO-HUILE » lors de sa fermeture le 5 décembre 2011, après sa liquidation judiciaire.
Cette entreprise a laissé sur le site de Laroque d'Olmes 5000m3 de produits pollués et dangereux dont 100 m3 de glycol.
Dès le 7 octobre 2011, un arrêté de la préfecture de l'Ariège demandait la mise en sécurité du site.
Le 20 mars 2012, un autre arrêté préfectoral demandait au liquidateur judiciaire de provisionner 431 605 pour mettre ce site en sécurité.
Depuis, rien n'a été fait. Le liquidateur judiciaire affirme que la société « Recycarbo » ne possède pas cette somme et qu'il fait appel à l' ADEME, donc à l'argent public, pour cette sécurisation.
Il est inadmissible de mettre en danger impunément la population et l'environnement et de vouloir faire peser l'effort sur la collectivité donc sur les contribuables.
Les victimes ne doivent pas être les payeurs quand les responsables ne sont pas inquiétés.
Deux associations de défense de l'environnement ont demandé à la ministre de l'écologie et au préfet de l'Ariège de faire mettre en sécurité le site puis de faire assurer sa dépollution par les sociétés « AUREA » et « ECO-HUILE » et /ou par les producteurs de déchets selon les responsabilités. ■

JC.SUTRA.

A l'origine, un des arguments de promotion des N4 était l'économie réalisée sur les matériaux... La turbine, de conception plus légère et plus courte, y a cassé des ailettes. Quant au radier, gage de stabilité primordiale en cas de séisme, il était censé n'employer que 1 800 tonnes de béton au lieu des 2 400 habituelles et gagner 100 tonnes sur le ferraillage. Mais comment réagirait-il lors d'un séisme ? Il n'a pas été question – au moins publiquement – de ce souci d'économies lors des évaluations de sûreté. L'aurait-on oublié malgré Fukushima ?

Des propos surprenants ont dépeint le palier N4 comme une filière cul-de-sac, non exportable. Le rapport parlementaire Bataille-Birraux de 2003 estimait (p. 104) ce type de centrale trop dangereux pour être construite aujourd'hui, le comparant à un véhicule de modèle dépassé autorisé à rouler malgré tout « sans airbag » ! Ces propos visaient peut-être à mieux vendre l'EPR. Mais selon l'autorité de sûreté elle-même : « le standard N4 n'est pas acceptable en terme de sûreté [...] dans la mesure où [sa] conception date du début des années 80 et que, depuis lors, le référentiel de sûreté a évolué dans le sens d'une exigence accrue. » A l'heure des évaluations complémentaires de sûreté post-Fukushima, n'est-il pas étonnant de voir que l'ASN a oublié sa propre remise en cause radicale de la sûreté du palier N4 ? Il faudrait que le Directeur Général de la Sûreté et de la Radioprotection, André-Claude Lacoste, s'explique sur ce qui lui faisait dire 10 ans plus tôt (p. 281) : « Je peux le traduire de façon plus abrupte : nous n'autoriserions pas, actuellement, la construction d'un réacteur N4 ».

DU BON USAGE DE L'ARGENT À CIVAUX

La centrale de Civaux en chiffres

- 2 réacteurs de 1450 MWé (ASN) ou 1495 MWé (EDF)
Déclaration d'utilité publique : 1984
- Réacteur 1 : divergence novembre 1997, MSI janvier 2002
- Réacteur 2 : divergence novembre 1999, MSI avril 2002
- Premières visites décennales : 2011 et 2012
- Combustible : à haut taux de combustion, gestion Alcade
- Refroidissement : eau de la Vienne (débit moyen annuel 2011 : 38,4 m3/s)
- Population des 10 km du PPI : 22 300 habitants
- Agglomération de Poitiers à 27 km : 125 000 habitants (+ Futuroscope)
- Limoges 82 km, Tours 106 km, Angers 147 km

Suivant cette logique, les réacteurs déjà construits, parfois coûte que coûte comme Civaux, méritaient-ils – méritent-ils encore – de fonctionner ? On en doute face aux déboires rencontrés au fur et à mesure : difficultés de mise au point du contrôle-commande, problèmes d'oxydation sur l'alternateur, anomalies de débit sur les pompes primaires, fissurations et casse d'ailettes sur la turbine, problèmes à répétition sur les barres de contrôle… le plus spectaculaire s'étant produit dès le départ (1998) : fissuration sur le circuit de refroidissement à l'arrêt avec fuite d'eau primaire après moins de 6 mois de fonctionnement !

Défauts de conception ou pas, des ajustements ont été faits sur mesure une fois les réacteurs autorisés à fonctionner. Combien de fois nous a-t-on servi comme excuse qu'une technologie se mettait au point, comme pour l'automobile. Mais chaque pépin aurait pu très mal tourner et la série noire continue. En une dizaine d'années de fonctionnement, tous les problèmes matériels ne se sont pas résolus : au vieillissement des installations s'ajoutent cartes électroniques défaillantes, chutes intempestives de grappes de contrôle, pôles de transformateurs tous changés l'un après l'autre, présence de corps migrants dans la cuve, défauts d'étanchéité sur des gaines de combustibles, problèmes de lecture de l'état neutronique du cœur, vis de pompes primaires desserrées faisant actuellement l'objet d'une inspection après la découverte d'une tête de vis dans la cuve d'un réacteur à Chooz… Et malgré ces avanies sur des organes essentiels pour la sûreté, Civaux, optimisation oblige, est censée tenir 60 ans, et avec des « performances accrues » ?

Il faut fermer Civaux car... la quête de productivité est incompatible avec la sûreté !

La géométrie des deux réacteurs n'a cessé d'évoluer et ils sont aujourd'hui présentés comme des 1550 MWé. Leur rendement maximum approche celui d'un EPR lorsqu'ils peuvent tourner à plein régime. Les sollicitations infligées au matériel dépassent ainsi ce qui était prévu à la conception (et à l'enquête publique). Faut-il y voir une cause de vieillissement prématuré des installations, des transformateurs par exemple ? Cela explique-t-il la persistante inétanchéité de gaines de combustible ou les problèmes de pompes ?
Un de ces réacteurs, dont la souplesse n'est pas une qualité, fonctionne en variation de charge, source d'usure précoce, de rejets accrus et de manœuvres délicates. Or tout arrêt automatique fait vieillir le matériel. Tout aléa peut mener à une perte de contrôle et à un désastre.

Enfin, le changement dans le mode de gestion du combustible introduit des pollutions supplémentaires (rejets en tritium augmentés, contribution du panache à la dose efficace reçue multipliée par 18...) et des contraintes nouvelles sur le matériel comme sur les hommes, du fait de maintenances plus espacées ou d'interventions sans arrêt du réacteur.

Alors, il faut absolument fermer Civaux car... après Tchernobyl et Fukushima, on n'a plus le droit d'exposer les populations à des périls connus dont les conséquences ne sont pas maîtrisables ! ■

J. M. Granger

Pour des compléments sur l'historique de la centrale
http://stopcivaux.free.fr
Pour s'associer à la lutte pour la fermeture
Alternatifs 86 : http://alternatifs86.ironie.org
AT Poitou ou Limousin : poitou@amisdelaterre.org ; limousin@amisdelaterre.org
La coordination créée après le 11/03/2011 : nuc86@listes.ironie.fr «

Luttes contre les projets de barrages hydroélectriques

En juillet a eu lieu à Istanbul la rencontre internationale rouge et verte RAGA «Rouge et Vert» en avait largement rendu compte, suite des compte rendus.

Atelier: « Struggles against the hydroelectric power plants », « Luttes contre les projets de barrages hydroélectriques » avec Emilio Taddei de la Coordination des organisations et des mouvements populaires d'Argentine (COMPA) et Evren Çevik du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) Kurdistan Turquie.

Emilio Taddei a évoqué les luttes contre les barrages en Amérique latine et indienne en s'appuyant principalement sur l'accumulation d'expériences et de forces en Amérique centrale.

Il y a d'abord eu une première phase de marchandisation de l'eau au cours des années 90, imposée par les institutions internationales dans le cadre des processus de renégociation des dettes publiques avec les gouvernements néolibéraux. Celle-ci a donné lieu à de fortes résistances populaires locales et certaines ont obtenues des victoires partielles, comme à Cochabamba en Bolivie en 2000.

Une seconde vague de privatisation de l'eau a débuté à partir des années 2003-2005, elle était liée à l'expansion économique et résultait de la demande croissante de matières premières qui s'est traduite par la construction de barrages dans le cadre des politiques dites « néodéveloppementistes ». Il s'agissait d'assurer la production énergétique nécessaire aux multinationales pour l'exploitation des ressources naturelles. Le cas le plus emblématique est celui consécutif à la signature de l'accord de libre échange (CAFTA)* entre les pays de l'Amérique centrale et les pays de l'ALENA** en 2006. Il s'agissait d'assurer la production d'énergie du marché US en modifiant les législations nationales et de permettre la mise en œuvre du Plan Mésoaméricain.

Dans cette région, des mobilisations importantes, à l'initiative des paysans et des peuples originaires, contre les méga projets de barrages ont permis de réaliser des convergences de luttes. Ces expériences ont été mutualisées dans le cadre des forums sociaux mésoaméricains de 2002/2003/2004. En 2008, une marche régionale à travers le Honduras, le Nicaragua et le Salvador a permis de populariser largement les résistances contre les barrages. Face aux mégaprojets, les communautés centre-américaines ne se sont pas limitées à une posture oppositionnelle, elles ont également développé des alternatives en construisant de petits équipements de production électrique.

Toute l'expérience acquise en Amérique Centrale a servi de référence à l'ensemble de l'Amérique latine et indienne. La lutte très importante contre le projet de barrage de Belo Monte (Brésil) a également été évoquée. Ce sera le troisième barrage au monde par la taille. Or, l'expérience montre que tous les projets supérieurs à 10 mégawatts ont des effets dévastateurs pour l'environnement et des conséquences importantes pour les populations, seuls les projets inférieurs à cette puissance sont réellement soutenables pour les communautés.

Développer des alternatives suppose d'interroger la logique capitaliste. Les forums sociaux de l'eau et les luttes ont obtenu quelques victoires, telles que la reconnaissance par les Nations Unies du droit à l'eau potable et à l'assainissement en tant que « droit de l'homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie » (résolution 64/292), l'inscription de ce droit dans les Constitutions de plusieurs Etats d'Amérique du Sud et d'Afrique, le succès du référendum italien contre la privatisation de la gestion de l'eau, la remunicipalisation de l'eau à Buenos Aires, Atlanta et dans de nombreuses autres villes du monde, les premières décisions de justice qui mettent en application le droit humain à l'eau.

Evren Çevik a ensuite exposé les énormes enjeux autour des projets de barrages au Kurdistan et en bordure de la Mer Noire en Turquie, qu'il a qualifiés de nature impérialistes et capitalistes. En effet, il existe des coopérations entre les états mais pas entre les peuples (les fleuves n'ont pas de frontières). Les projets au Kurdistan (dans une région historique, berceau de la civilisation kurde) vont détruire des racines, entraîner rapidement le déplacement de 60 000 personnes. Ils vont anéantir des terres agricoles fertiles dans les vallées et le mode de vie des populations concernées qui vivent en relation directe avec la nature. Ceux-ci ont été décidés sans aucune concertation ou même information du peuple kurde qui s'y oppose mais de manière impuissante. Le gouvernement turc s'inscrit clairement dans une perspective colonialiste et se moque éperdument des revendications des kurdes. Il refuse même d'aborder les conséquences pour les populations locales que l'on veut contraindre à migrer. Actuellement neuf projets sont en cours au Kurdistan et onze sont prévues. A terme, 500 000 personnes pourraient être affectées par l'ensemble des projets. Il existe même un projet gigantesque à la frontière irakienne qui n'a aucune justification économique mais uniquement « sécuritaire » et consisterait à créer un obstacle artificiel pour empêcher les allers-et-venus du PKK entre l'Irak et la Turquie.

Il existe plus de 2 000 projets de barrages en Turquie. Toutes les ressources en eau vont être privatisées au bénéfice d'entreprises étrangères : françaises, autrichiennes, allemandes, etc. qui engendrent des profits à travers la construction et l'exploitation.

La première forme de résistance passe par l'information des populations et la recherche de soutien au niveau international. Les associations environnementales turques ne se préoccupent pas de ses projets. Un travail de solidarité s'est engagé avec des associations au bord de la Mer Noire où il y a également beaucoup de projets. Il y a eu des manifestations qui ont rassemblées plus de 20 000 personnes dans une indifférence totale car la presse turque n'en a absolument pas parlé. Un député du BDP a été poursuivi en justice pour avoir voté contre un projet. Sur 36 députés, 5 sont actuellement en prison, de même que 32 maires sur les 99 municipalités gérées par ce parti.

Pour les kurdes et le BDP, l'eau doit être gérée démocratiquement et localement. Les ressources en eau potable ont été réduites de 30 % depuis les années 70 alors que la consommation augmente du fait du doublement de la population.

Ces deux interventions ont clairement démontré une logique de domination commune qui favorise les intérêts capitalistes au détriment des populations, de leurs lieux et modes de vie mais qui ont également des conséquences écologiques dramatiques et incommensurables. ■

Compte-rendu Richard NEUVILLE

* CAFTA : Accord de libre échange d'Amérique centrale

** ALENA : Accord de libre échange nord américain (Canada, Mexique et Etats-Unis)

DANS LE PROCHAIN ROUGE ET VERT

nous poursuivons la publication des actes de l'Université d'été avec une contribution de Bernard Ravenel «De la résistance armée à la résistance non-violente. Réflexions sur un itinéraire spécifique».

Gran marcha de los campesinos en Costa Rica

Le 31 juillet 2012 à San José s'est déroulée une grande manifestation animée par 25 000 paysans et paysannes, avec le soutien d'une partie de l'Assemblée Législative.
Ils exigeaient que le gouvernement révise la proposition de loi visant :
* d'une part à imposer de la même manière un terrain agricole qu'un terrain urbain, touristique ou industriel,
* d'autre part à augmenter la taxe foncière de 20% à 100%
La pression constante de quelques représentants du monde paysan a aboutie le 20 aout 2012 à :
* annuler la hausse de la taxe foncière (soit une diminution de 80% par rapport au projet de loi)
* exiger qu'au cours des 4 prochaines années, les municipalités établissent des diagnostics personnalisés, afin de définir la valeur de chaque terrain et d'établir une imposition juste, en fonction de l'activité et des potentialités de production (valeur agronomique).
Cela afin de préserver l'usage des terrains dédiés aux activités agricoles. Cette loi devrait permettre par la même occasion, d'inventorier les nombreux terrains non identifiés, car jusqu'à maintenant, la taxe foncière était basée sur les estimations des propriétaires qui selon leur bonne foi, déclaraient la valeur de leur propriété.

Cela faisait une vingtaine d'années qu'il n'y avait pas eu de manifestation de cette ampleur dans le pays…
En plus de la révision de ce projet de loi, cela a permis de réunir l'ensemble du monde paysan pour former une organisation nationale incluant le secteur coopératif, les centres agricoles, les organisations de producteurs, le secteur social et de la santé… pour ne rien lâcher quant aux sujets sensibles comme la souveraineté alimentaire, la sécurité sociale, etc...■

Sabah

...suite aux débats politiques de l'Université d'été

J'AI REVÉ DE

Cela faisait quelques années que nous n'avions plus participé à une Université d'Eté et nous en sommes revenus ravis et enchantés par l'accueil de nos amis grenoblois, la richesse et la diversité des contacts humains , les débats et… surtout la chaleur humaine qui se dégageait de cette rencontre.
Dès le premier jour, Gus Massiah nous a parlé d'une transition sociale, écologique et démocratique qui est à construire de là où l'on est ; du Bien commun ; de prospérité sans croissance ; de nouvelles formes démocratiques.
Il avait en quelque sorte donné le ton , et les interventions, les débats qui ont suivi étaient tous dans le même esprit : il était question d'Alter mondialisme, de la nature et des conséquences de la crise européenne, des révolutions arabes, de décroissance militaire (et je ne cite pas tout).
Il y avait même des ateliers pratiques d'architecture bioclimatique, de fabrication de fours solaires et d'éoliennes.
On a parlé de construction d'un nouveau projet politique en Hongrie, de fausse démocratie, de crise de la démocratie représentative, de profits provenant de l'accumulation des crédits, d'annulation de la dette.
Bernard Ravenel a terminé son exposé sur le thème de la résistance populaire non violente en Palestine, en parlant d'Hymne à la vie.
Bref, nous nagions dans une sorte d'UTOPIE REALISTE : les discours étaient alimentés d'anecdotes, de faits, d'expérimentations à la fois nécessaires, mais aussi possibles, réalisées et donc réalistes.
C'est dans cette ambiance que nous nous sommes à nouveau retrouvés sous le chapiteau pour y rencontrer nos partenaires politiques, qui étaient d'ailleurs réduits à leur plus simple expression.(1)
Et c'est à ce moment-là que le soleil a disparu du ciel et dans nos esprits, il s'est vraiment mis à pleuvoir et les mots des personnes qui étaient à la tribune résonnaient dans nos têtes comme des grêlons.
Oh… les discours étaient politiquement corrects, rassurants. Ils semblaient s'être donné le mot pour lancer un appel à la construction d'une force de transformation, dans le cadre du Front de Gauche.
Je laisse le soin à d'autres, de reprendre ces discours, qui n'étaient ni plus ni moins comme me l'a rappelé mon ami Vladimir Fisera , qu'un exercice de retape (hors FRONT pas de salut)
Ceci a déclenché quelques interventions favorables aux démarcheurs mais surtout une profusion, un flot de discours non pas agressifs, mais des appels certes respectueux mais déterminés à proposer et surtout A FAIRE autre chose.
Gilbert DALGALIAN nous a tout d'abord dit qu'il fallait tout miser sur l'autogestion. D'autres ont mis en garde par rapport aux vieilles habitudes bien ancrées du PCF,etc…
Moi-même, j'ai tenu à rappeler que la politique, ce n'est pas seulement l'affaire des organisations politiques, mais de tout le monde, et notamment des hommes et des femmes issus des mouvements sociaux ; qu'il s'agissait de faire AVEC celles et ceux qui nous entourent, apprendre à nous écouter pour mieux nous comprendre.

L'AUTOGESTION

J'ai plaidé pour une forme d'organisation et un fonctionnement simple, à l'instar de ce qui avait été dit dans nos ateliers : une forme d'organisation où les acteurs apprennent à partager le pouvoir, les idées et les expériences multiples et variées.
Et… ceci tout simplement parce que la politique et les affaires du Monde sont les affaires de tout le monde.
Alors… alors en quittant cette séance, après avoir été interpellé par des jeunes et des moins jeunes, je me suis dit que personne ne me fera adhérer à ce « machin » qu'on appelle Front de Gauche, dans lequel le PCF se battra pour conserver le dernier m² de l'immeuble rue du Colonel Fabien.
Et… c'est dans ces dispositions, que je me suis endormi, que j'ai fait un rêve et… que, figurez-vous, J'AI REVÉ DE L'AUTOGESTION et d'un nouveau Mouvement politique appelé L'ALTERNATIVE AUTOGESTIONNAIRE. Un Mouvement qui, patiemment construit une pyramide avec des briques qui partent de la base au sommet , c'est à dire qui partent de nos quartiers à l'ensemble des territoires, en passant par nos villes et nos campagnes. L'organisation ou plutôt « le lien » se fera de manière souple et non contraignante et se cimentera à travers des valeurs simples, faciles à comprendre, telles que le partage du pouvoir, de l'avoir et du savoir ; l'Autogestion ; le vivre ensemble ; le plein épanouissement de chacune et chacun avec le souci permanent de réaliser le bien commun ; les solidarités ici et ailleurs ; le respect de l'Autre et de notre environnement, etc… etc….
Les Alternatifs, quant à eux, décident de rester eux-mêmes et conjointement avec d'autres, organisés et surtout non organisés, lancent dans les régions des Appels à la Mobilisation, sur ces thèmes et d'autres encore, en fonction des réalités locales.
Ils décident de se rencontrer à intervalles réguliers, à mesurer leurs valeurs sur la base de leurs expériences vécues. Ils se retrouvent également de temps à autre, au niveau national et international, dans le but de faire converger les luttes, de les coordonner, de créer du lien, de mettre en réseau……
Et… c'est alors que je me suis réveillé et je me suis dit : « et si ce rêve devenait réalité ? » A vous de voir.
Salü binander (Salut à vous) ■

Roger WINTERHALTER

1- NDR Cette année les Alternatifs avaient choisi de centrer le débat sur la gauche rouge et verte et le Front de Gauche, en invitant la Gauche Anticapitaliste, représentée par Fred Borras, et Clémentine Autain, membre de la Fase.

QUI A PEUR ??

Nous avons été nombreux parmi les Alternatifs a avoir chaud au cœur lorsque nous menions campagne aux côtés du Front de Gauche pendant les Présidentielles. Même si le discours de Mélenchon se superposait mal au spectre du commun de nos rangs politiques propres, je retiens surtout l'enthousiasme populaire, la force des mots proclamés devant des foules et des foules : Toulouse, le Prado, La Bastille… Je retiens les rendez-vous devant la poste avec le PC, la Maggie, toute vêtue de rouge, même le béret, qui harangue les automobilistes et les acheteurs de baguettes dès le petit matin, comme aux meilleurs moments des épisodes unitaires passés… tout cela nous a même tiré des larmes de bonheur au coin des yeux.

Et puis les Législatives…. mais on le savait avant d'y aller ! Jean-François de Grenoble l'a souligné à l'université d'été à Méaudre en août : « Distinguons le côté militantiste où la multitude ne dérange pas, des échéances électorales où l'animosité peut se développer du fait qu'il y a des « places » à gagner. » Et encore, si nous pouvions être frappés d'amnésie au moment de voter. Pourtant je m'efforce de souvent changer de région, mais on les reconnaît quand même, les encartés qui nous ont si longtemps marginalisé-e-s pour « un plat de lentilles », partout où on passe. Heureusement, dans certaines régions, l'expérience est moins douloureuse.

Les Alternatifs s'étaient juste pacsés avec Mélenchon. C'est difficile de passer de l'amour à la raison. C'est « à froid » qu'il va nous falloir peser le pour et le contre de notre entrée au Front de Gauche. En préambule à la réflexion, certains jouent aux enfants sages : – la Gauche Anticapitaliste y est entrée ; elle a décidé pour nous : il nous faut obéir. D'autres restent fidèles aux rêves de leurs 20 ans : – Autogestion d'abord, rien sans que tout le monde ne répète après nous, Autogestion toujours. Il va pourtant falloir décider en novembre, au moment de notre congrès. Vite, vite, avant de prendre sa décision, chacun va vider son cœur, dire, comme à la plénière du 25 août à Méaudre, ce qui le chagrine. – On aurait voulu consolider les liens familiaux avant de passer la bague au doigt. – Entrer au Front de gauche ne transformera pas le PCF. Là, les plus effarouchés sont ceux qui ont déjà eu des liens proches avec le PC. Pour eux, pas question de coucher encore. Pourtant, bizarrement, nos partenaires politiques, les plus fermes en faveur d'une participation active au FDG semblent être les communistes unitaires de la FASE, eux qui ont quitté le PC en bloc, il y a assez longtemps déjà. Ils le conçoivent ainsi que, dans le FDG, on peut organiser les choses, les transformer, parce qu'en l'état actuel, il n'y a pas d'organisation. L'existence statutaire du FDG reste à créer et le cartel souhaité par la nomenclature du PCF cesse de respirer, semble-t-il, en-dehors des moments électoraux. Depuis les élections, d'ailleurs, pas un communiqué signé de leur encre. Par contre, la puissance du peuple demeure intacte. La « base » du FDG existe bel et bien et ne saurait s'en laisser conter par les tigres assoiffés ! Les assemblées citoyennes, structurées en associations, ont souvent une existence légale et statutaire que le FDG d'en haut, avec ses représentants encartés, ne peut leur contester. Et vous le savez bien, le peuple en marche est plus fort que tout.

Alors laissons le colonel Fabien au repos. Lançons le débat entre nous sereinement et sans peur. Clémentine Autain disait à l'U.E. : « Tout ce qu'on risque à rejoindre le FDG, c'est de gagner ! » Même la peur de perdre ne nous obligera pas. La question est ailleurs. Prenons-nous le pari de garder notre structure démocratique, notre concept de révolution longue, nos valeurs humanistes;
Prenons-nous ce pari là et osons-nous nous lancer à l'aventure joyeuse : marcher côte à côte, avec la G.A., la FASE, les Indignés, les syndicats, les partis, PC, PG, PCOF, et qui encore ? Avec ces camarades des assemblées qui arborent leurs badges : adhérent individuel au FDG de telle ou telle ville. Réfléchissons ! C'est un instant vital.
Débattons vraiment, et sans attendre !! ■

Veronika DAAE

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle,contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

ROUGE&VERT